

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SAU/4

13 mai 1996

(96-1856)

Original: anglais

ACCESSION DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Aide-mémoire sur le registre de commerce extérieur

La Mission permanente du Royaume d'Arabie saoudite a fait parvenir au Secrétariat l'Aide-mémoire révisé sur le régime de commerce extérieur saoudien, reproduit ci-après, en demandant qu'il soit transmis aux membres du Groupe de travail.

TABLE DES MATIERES

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| I. INTRODUCTION | 5 |
| II. ECONOMIE, POLITIQUE ECONOMIQUE ET COMMERCE EXTERIEUR | 6 |
| 1. Economie | 6 |
| a) Description générale | 6 |
| b) Situation économique du moment | 6 |
| 2. Politique économique | 7 |
| a) Grandes orientations | 7 |
| b) Politique monétaire et financière | 9 |
| c) Régime de change et système de paiements | 9 |
| d) Politique en matière d'investissement intérieur et d'investissement étranger | 9 |
| e) Politique en matière de concurrence | 9 |
| 3. Commerce extérieur des marchandises et des services | 9 |
| 4. Commerce intérieur de services et investissement étranger direct | 11 |
| 5. Renseignements sur les mouvements financiers liés aux transferts privés | 11 |
| 6. Renseignements sur la croissance du commerce des marchandises et des services | 11 |

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| III. CADRE POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE | 11 |
| 1. Pouvoirs des branches exécutive, législative et judiciaire de l'Etat | 11 |
| 2. Entités gouvernementales chargées du commerce extérieur | 12 |
| 3. Répartition des pouvoirs | 13 |
| 4. Lois et instruments juridiques | 13 |
| 5. Description des tribunaux judiciaires, d'arbitrage ou administratifs ou de leurs procédures | 13 |
| IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES | 14 |
| 1. Réglementation des importations | 14 |
| a) Obligation de se faire enregistrer pour pouvoir effectuer des opérations d'importation | 14 |
| b) Caractéristiques du tarif douanier national | 14 |
| c) Contingents et exemptions tarifaires | 15 |
| d) Autres droits et impositions | 15 |
| e) Restrictions quantitatives à l'importation | 16 |
| f) Procédures de licences d'importation | 16 |
| g) Autres mesures à la frontière | 17 |
| h) Evaluation en douane | 17 |
| i) Autres formalités douanières | 17 |
| j) Contrôle de la qualité | 18 |
| k) Impositions intérieures à l'importation | 18 |
| l) Règles d'origine | 18 |
| m) Droits antidumping | 18 |
| n) Droits compensateurs | 18 |
| o) Mesures de sauvegarde | 19 |
| 2. Réglementation des exportations | 19 |
| a) Obligation de se faire enregistrer pour pouvoir effectuer des opérations d'exportation | 19 |
| b) Nomenclature du tarif douanier, types de droits, taux de droits, niveau moyen pondéré des droits | 19 |
| c) Restrictions quantitatives à l'exportation | 19 |
| d) Procédures de licences d'exportation | 19 |
| e) Autres mesures | 20 |
| f) Politiques de financement, de subventionnement et de promotion des exportations | 20 |
| g) Prescriptions de résultats à l'exportation | 21 |
| h) Ristourne de droits d'importation | 21 |

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| 3. Politiques internes affectant le commerce extérieur des marchandises | 21 |
| a) Politique industrielle | 21 |
| b) Règlements techniques et normes | 22 |
| c) Mesures sanitaires et phytosanitaires | 22 |
| d) Mesures concernant les investissements et liées au commerce | 23 |
| e) Commerce d'Etat | 23 |
| f) Zones franches | 23 |
| g) Zones d'activité économique libre | 24 |
| h) Politiques environnementales liées au commerce | 24 |
| i) Marchés publics | 24 |
| j) Réglementation du commerce de transit | 24 |
| 4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles | 25 |
| a) Importations | 25 |
| b) Subventions à l'exportation | 25 |
| c) Prohibitions et restrictions à l'exportation | 25 |
| d) Programmes de crédit, de garantie de crédit ou d'assurance à l'exportation | 25 |
| e) Mesures intérieures | 25 |
| 5. Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs | 26 |
| a) Régime applicable aux textiles | 26 |
| V. ASPECTS DU REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE | 26 |
| VI. ASPECTS DU REGIME DES SERVICES QUI TOUCHENT AU COMMERCE | 26 |
| VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS | 26 |
| 1. Accords bilatéraux ou plurilatéraux relatifs au commerce extérieur | 26 |
| 2. Accords d'union douanière et de libre-échange | 26 |
| 3. Accords d'intégration des marchés du travail | 27 |
| 4. Coopération économique multilatérale, participation aux organisations économiques multilatérales | 27 |
| Annexe 1 Statistiques et publications | 28 |
| Annexe 2 Lois et instruments juridiques | 35 |
| Annexe 3 Renseignements sur les procédures de licences d'importation | 37 |

| | | <u>Page</u> |
|----------|---|-------------|
| Annexe 4 | Renseignements sur la mise en oeuvre et l'administration du Code de l'évaluation en douane | 40 |
| Annexe 5 | Renseignements sur les obstacles techniques au commerce | 43 |
| Annexe 6 | Renseignements sur le commerce d'Etat | 44 |
| Annexe 7 | Accords de commerce et de coopération technique ou économique | 46 |

CHAPITRE I - INTRODUCTION

1. Au cours des 25 dernières années, le Royaume d'Arabie saoudite s'est attaché sérieusement à développer son économie. Les valeurs islamiques ont été mises en exergue, comme le démontrent la préférence du gouvernement pour une économie de marché ainsi que le soutien apporté au secteur privé pour qu'il puisse participer au processus de développement. Toutefois, le développement économique du pays a été largement tributaire de l'exploitation de ses importantes réserves de pétrole et de gaz. Actuellement, l'Arabie saoudite est le premier producteur mondial de pétrole et compte parmi les plus grands producteurs de gaz naturel du monde. De ces ressources est née une économie typique des pays en développement riches en pétrole et qui se caractérise par la concentration des exportations sur un seul produit ainsi que par une grande propension à importer. Le Royaume d'Arabie saoudite est cependant conscient qu'il peut être malsain de dépendre d'une ressource épuisable et a donc fait un effort important pour préparer l'avenir en favorisant la diversification et l'élargissement de sa base économique.
2. Depuis 1970, l'Arabie saoudite a adopté une série de plans consécutifs de développement économique et social inspirés des valeurs et des principes de l'Islam et destinés à orienter le développement du pays de manière coordonnée et équilibrée. A cette fin, six plans quinquennaux ont été élaborés. Les premier et deuxième ont eu pour principaux objectifs la construction d'une infrastructure moderne, l'amélioration des services gouvernementaux et le développement des ressources humaines. Les troisième, quatrième et cinquième plans ont mis l'accent sur la diversification et l'élargissement de la base économique ainsi que sur l'amélioration de la santé, de l'enseignement, de la formation et autres services sociaux. Le plan actuel (1995-2000) vise principalement à permettre l'amélioration des perspectives d'emploi pour la main-d'oeuvre saoudienne, le rehaussement du niveau d'efficacité économique dans les secteurs public et privé, et l'accroissement du rôle joué par le secteur privé dans l'économie nationale.
3. On peut résumer comme suit les réalisations consécutives à la mise en oeuvre de ces plans quinquennaux: le PIB hors pétrole a été multiplié par cinq depuis 1971 et les investissements privés par sept; le taux de mortalité infantile a chuté de plus de 75 pour cent et le taux de médecins par rapport à la population s'est accru de plus de 90 pour cent; enfin, l'effectif scolaire, en augmentation, est passé d'un peu plus de 500 000 à plus de 3 millions d'élèves.
4. De grands progrès ont également été effectués au niveau des échanges commerciaux avec les autres pays du monde. En 1994, l'Arabie saoudite occupait le sixième rang mondial parmi les pays en développement en termes de valeur des échanges, bien qu'une grande partie de celle-ci fût représentée par les exportations de pétrole. De 1971 à 1994, le Royaume a connu une croissance commerciale qui le place au treizième rang des 40 premières nations commerçantes du monde.
5. L'Arabie saoudite applique l'un des systèmes de change et de commerce les moins restrictifs du monde. Elle n'impose ni restrictions de change ni restrictions commerciales pour des raisons de balance des paiements. Les restrictions commerciales sont généralement motivées par des considérations liées à la religion, à la santé et à la sécurité.
6. Au vu de l'importance croissante de l'Arabie saoudite dans le système de commerce international et du grand impact attendu des règles et réglementations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur celui-ci, le gouvernement du Royaume a résolu de demander à accéder à l'OMC au titre de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (Accord sur l'OMC). Pays en développement, l'Arabie saoudite entend assumer tous les droits et obligations que suppose son appartenance à l'OMC.

CHAPITRE II - ECONOMIE, POLITIQUE ECONOMIQUE ET COMMERCE EXTERIEUR

1. Economie

a) Description générale

7. Le Royaume d'Arabie saoudite est situé dans la péninsule d'Arabie, à l'extrémité sud-ouest de l'Asie. Il est bordé au nord par le Koweït, l'Iraq et la Jordanie, à l'ouest par la Mer Rouge, au sud par le Yémen et l'Oman et à l'est par le Qatar, les Emirats arabes unis et le Golfe arabe. Il est relié au Bahreïn par une chaussée.

8. Vaste pays (2,15 millions de km²) constitué en majeure partie de régions désertiques, le Royaume a une population relativement faible, de l'ordre de 18 millions d'habitants, ce qui donne une densité de neuf habitants au km². Les Saoudiens sont environ 13 millions, les ressortissants étrangers constituant le reste de la population. Environ 75 pour cent de celle-ci vivent dans les zones urbaines.

9. L'Arabie saoudite est le premier producteur et exportateur mondial de pétrole. Au cours des dernières années, elle a produit en moyenne quelque 8 millions de barils de pétrole brut par jour, par rapport à une production mondiale de 65-70 millions de barils par jour. Les réserves de pétrole exploitables du pays s'élèvent à plus de 250 milliards de barils, ce qui représente approximativement un quart des réserves mondiales.

10. La prospérité économique du pays dépend pour beaucoup de ses exportations de pétrole. Ainsi, l'Arabie saoudite se trouve dans le même cas que de nombreux autres pays en développement dont l'économie est principalement tributaire des variations des conditions économiques sur les marchés d'exportation, en particulier ceux des pays industrialisés. L'Arabie saoudite s'est efforcée de stimuler la croissance du secteur industriel non pétrolier, qui cependant ne représente encore qu'une faible partie de l'économie (quelque 4,6 pour cent du PIB en 1994).

b) Situation économique du moment

11. On estime que le produit intérieur brut de l'Arabie saoudite a augmenté de 1,2 pour cent en 1994, atteignant ainsi 120 milliards de dollars EU environ. Le PIB par habitant était de l'ordre de 6 750 dollars EU. La part du secteur pétrolier a reculé de 2,2 pour cent, contre une progression de 3,4 pour cent pour celle du secteur non pétrolier. Au sein de ce dernier, la part du secteur privé a augmenté de 3,8 pour cent, et celle du secteur public de 2,8 pour cent.

12. En 1994, le secteur non pétrolier a contribué, aux prix courants (hors droits de l'importation), pour plus de 64,9 pour cent à la production économique totale. Par activité économique, la construction a représenté 9,8 pour cent du PIB, le commerce 7,6 pour cent et l'agriculture, la sylviculture et la pêche 7,2 pour cent. Depuis une dizaine d'années, c'est le secteur agricole qui connaît la plus forte croissance.

13. Avec 29 pour cent, les services publics (éducation, santé, etc.) ont constitué à eux seuls en 1994 la partie la plus importante des activités non pétrolières (en excluant la production de pétrole et de gaz et le raffinage du pétrole). L'ensemble du secteur étatique, quant à lui, a produit 26 pour cent du PIB.

14. Le secteur pétrolier continue à jouer un rôle essentiel dans l'économie saoudienne. Aux prix courants, il a représenté 35 pour cent de la production économique du pays en 1994. Par ailleurs, de 1984 à 1993, la valeur des exportations de pétrole brut et de produits pétroliers a représenté en moyenne 75 et 16 pour cent de la valeur totale des exportations, respectivement.

15. La production de pétrole a plafonné à environ 8 millions de barils par jour au cours des dernières années. En raison de la faiblesse des prix du pétrole, la croissance économique réelle de 1992 à 1994 inclusivement a été d'à peine 1 pour cent par année en moyenne, ce qui distingue ces trois années des trois précédentes (1989-1991), où la production de pétrole était passée de 5 à 8 millions de barils par jour en moyenne et où la production économique réelle avait dépassé les 6 pour cent par année en moyenne.

16. En 1994, l'indice du coût de la vie pour l'ensemble des consommateurs n'a guère dépassé 0,6 pour cent, contre 0,8 pour cent en 1993. Par suite d'une augmentation ponctuelle du coût des services publics, la hausse annuelle de l'indice devrait être supérieure à cette moyenne lorsque les chiffres définitifs pour 1995 auront été rendus publics. Toutefois, ces chiffres confirment bien l'absence ou la quasi-absence d'inflation au sein du Royaume.

2. Politique économique

a) Grandes orientations

17. Depuis 1970, le gouvernement saoudien a adopté une série de plans quinquennaux qui donnent les grandes orientations du développement économique et social du pays. Dans le cadre d'une économie de marché et sous l'égide des valeurs islamiques, ces plans prévoient d'associer les initiatives du gouvernement en matière de développement au dynamisme du secteur privé. Chaque plan a été conçu en fonction des capacités respectives du gouvernement et du secteur privé ainsi qu'en fonction du développement de l'économie.

18. Outre les objectifs sous-jacents de préservation des valeurs islamiques et de la sécurité nationale, les plans quinquennaux visent à réaliser certains autres objectifs généraux, notamment la diversification et l'expansion de l'économie, l'amélioration du niveau de vie, le développement du pays au niveau régional, le renforcement du rôle du secteur privé, l'élargissement des liens entre le Royaume et les autres nations, le développement et le maintien des infrastructures matérielles et le développement des ressources humaines.

19. Le plan quinquennal actuel (le sixième) vise à répondre aux besoins futurs de développement du Royaume, à savoir: maximiser la contribution du secteur privé à la création d'emplois; diversifier et élargir la base économique pour diminuer la dépendance à l'égard des produits pétroliers; construire de nouvelles infrastructures pour satisfaire aux besoins d'une population en augmentation; atteindre un rythme de croissance qui corresponde à l'amélioration des perspectives d'emploi pour la main-d'oeuvre saoudienne; améliorer les services sociaux comme l'éducation et la santé; augmenter le revenu par habitant; et maintenir un budget équilibré pendant toute la période du plan. Les principaux objectifs de celui-ci sont les suivants: 1) améliorer et étendre les perspectives d'emploi de la main-d'oeuvre saoudienne; 2) accroître l'efficacité économique des secteurs public et privé; et 3) promouvoir le rôle du secteur privé dans l'économie nationale.

20. En ce qui concerne le premier objectif, il s'agit d'améliorer les perspectives d'emploi pour les Saoudiens dans le secteur public en leur offrant la possibilité de remplacer les non-Saoudiens; à cette fin, on a élaboré des mesures et des incitations pour encourager le secteur privé à recruter davantage de Saoudiens. Un aspect fondamental de cet effort sera la mise en place de programmes de formation

destinés à améliorer les compétences des Saoudiens dans divers domaines d'emploi (voir également le paragraphe 24 ci-dessous).

21. Le deuxième objectif vise particulièrement à améliorer l'efficacité économique en accroissant la productivité de la main-d'oeuvre grâce à une meilleure formation, en recourant à la plus récente technologie et en mettant en place des programmes et des techniques de gestion qui permettent d'optimiser la capacité de l'infrastructure existante. Ces mesures profiteront également au secteur privé.

22. S'agissant du troisième objectif, le secteur privé devrait jouer un rôle de plus en plus grand dans le financement, la mise en place et l'exploitation de grands équipements dans les secteurs de l'infrastructure de base et des services économiques et sociaux, ce qui devrait permettre de réduire la charge financière de l'Etat qui était le pourvoyeur traditionnel de ces équipements et services. Un large éventail de moyens de privatisation pourront être employés, de la vente d'actions de sociétés publiques en vue d'une participation majoritaire du secteur privé à une variété de mécanismes de mise en place, d'exploitation ou de transfert. L'expansion des marchés intérieurs et l'apparition de possibilités de privatisation devraient attirer les investissements privés nécessaires pour générer une croissance de l'économie nationale et assurer le développement futur du pays.

23. L'Arabie saoudite reconnaît que la mise en place d'une base technologique est indispensable pour approfondir son processus de développement. Le pays a réussi dans une certaine mesure à suivre les innovations scientifiques et technologiques générales, mais cela est dû en grande partie à l'importation de technologies sophistiquées appartenant à des partenaires étrangers. Un long chemin reste encore à parcourir avant que le Royaume atteigne un niveau technologique local égal à celui des pays développés. Le gouvernement soutiendra cet effort essentiellement en développant et en améliorant, à tous les niveaux, l'enseignement et les moyens accordés à la science et à la technologie ainsi qu'en encourageant les initiatives du secteur privé.

24. Tout en se proposant d'augmenter ses efforts dans le domaine de l'enseignement scientifique et technologique, l'Arabie saoudite continuera également à consacrer d'importants moyens à d'autres secteurs des ressources humaines. Le gouvernement a pleinement conscience de la nécessité de donner à ses citoyens les connaissances et les qualifications qui leur permettront de participer effectivement à toutes les activités sociales, économiques et culturelles du pays. Il s'attachera tout particulièrement à développer davantage la formation dans les secteurs professionnel et technique qui sont une grande source d'emplois, de manière que les besoins du pays en main-d'oeuvre qualifiée puissent être satisfaits dans une proportion de plus en plus large par un personnel national et non étranger.

25. Tout en privilégiant l'enseignement et la formation, le gouvernement continuera à accorder toute son attention aux services de santé primaires. En raison de la demande croissante et de l'augmentation du coût de ces services, le gouvernement désire accroître la participation du secteur privé dans ce domaine. Le secteur public continuera toutefois à apporter un soutien de plus en plus large au réseau de services de santé primaires dans toutes les régions du pays.

26. Le Royaume d'Arabie saoudite est particulièrement soucieux de la protection et de la préservation de l'environnement, en raison de l'effet de celui-ci sur la qualité de la vie et sur le bien-être de son peuple. Le gouvernement manifeste son intérêt pour l'environnement à travers les travaux de l'Administration de la météorologie et de la protection de l'environnement (MEPA), de la Commission de coordination de la protection de l'environnement (EPCC) et de la Commission nationale pour la préservation et le développement de la nature (NCWCD). La sensibilisation mondiale, sur les plans culturel, économique et politique, concernant la nature, l'environnement et la nécessité urgente d'en assurer la protection est en harmonie avec l'héritage culturel et religieux du Royaume et l'orientation de ses plans de développement.

b) Politique monétaire et financière

27. L'Agence monétaire saoudienne (SAMA) est chargée d'appliquer la politique monétaire du Royaume. Les objectifs de cette politique sont les suivants: 1) maintenir la stabilité des prix, qui permet de réaliser une croissance économique durable; 2) maintenir le taux de change du riyal saoudien à un niveau "prudent"; 3) assurer la stabilité du système bancaire et en améliorer l'efficacité; 4) encourager la stabilité et la croissance ordonnée des marchés de capitaux intérieurs; et 5) maintenir un niveau de liquidités raisonnable dans l'économie.

28. Les objectifs premiers de la politique financière sont d'encourager la croissance économique et donc d'accroître les perspectives d'emploi, de maintenir le niveau de vie et d'orienter les dépenses de l'Etat vers l'expansion et la diversification de la base économique et l'amélioration des services publics.

29. Pour 1996, le budget national prévoit des recettes de 131,5 milliards de riyals saoudiens et des dépenses de 150 milliards de riyals, ce qui se traduit par un déficit estimatif de 18,5 milliards de riyals. Les dépenses demeureront au même niveau qu'en 1994, année pour laquelle les dépenses avaient été fixées à 150 milliards de riyals et les recettes à 135 milliards de riyals, pour un déficit de 15 milliards de riyals.

c) Régime de change et système de paiements

30. La monnaie de l'Arabie saoudite est le riyal saoudien. Sa monnaie d'intervention est le dollar EU et le taux de change, qui est actuellement de 3,745 riyals saoudiens pour 1 dollar EU, est déterminé par l'Agence monétaire saoudienne. L'achat ou la vente de devises étrangères n'est assujéti à aucun impôt et ne bénéficie d'aucune subvention. Le Royaume accepte formellement les obligations énoncées à l'article VIII, sections 2, 3 et 4 des statuts du Fonds monétaire international. Aucune prescription en matière de contrôle des changes n'est imposée aux rentrées ni aux paiements des résidents ou des non-résidents.

d) Politique en matière d'investissement intérieur et d'investissement étranger

31. Le gouvernement saoudien encourage l'investissement étranger dans le pays afin de favoriser l'afflux de technologie et de savoir-faire. Ce type d'opération est régi par la Réglementation sur l'investissement étranger et bénéficie du traitement national. Aucune prescription liée au commerce n'est imposée à l'investissement étranger ou intérieur. L'investissement intérieur découle surtout de décisions que des investisseurs privés prennent après avoir comparé risque et rendement estimés par rapport à des possibilités d'investissement ailleurs.

e) Politique en matière de concurrence

32. La politique de l'Arabie saoudite en matière de concurrence est fondée sur les principes de la liberté du marché, conformément à la loi islamique. La création et l'exploitation de sociétés sont régies par le Droit des sociétés. Il n'existe dans le pays aucune loi antitrust.

3. Commerce extérieur des marchandises et des services

33. Le commerce extérieur joue un rôle essentiel dans l'économie saoudienne. De 1980 à 1994, les exportations de marchandises et de services ont représenté en moyenne quelque 47 pour cent du PIB nominal, contre 40 pour cent environ pour les importations. Par ailleurs, au cours de la même

période, les recettes provenant des exportations de pétrole ont constitué plus de 75 pour cent des recettes totales de l'Etat.

34. Les exportations de marchandises se composent en grande partie de pétrole brut et produits dérivés. Elles se sont élevées en 1994 à 43 milliards de dollars, la part du pétrole (pétrole brut et produits dérivés à l'exception du mazout de soute) atteignant 38 milliards. Les produits pétrochimiques représentent généralement les deux tiers des exportations non pétrolières, le tiers restant comprenant des métaux communs, des produits agricoles et divers produits.

35. Les pays industrialisés sont les principaux destinataires des exportations saoudiennes. En 1994, les Etats-Unis ont été le principal marché d'exportation du pays, achetant plus de 18 pour cent des exportations du Royaume, suivis du Japon, qui a acheté environ 16 pour cent des exportations saoudiennes. Les pays nouvellement industrialisés d'Asie orientale sont en train de devenir des acheteurs de plus en plus importants, la Corée et Singapour se classant à cet égard aux troisième et sixième rangs, respectivement. Les pays de l'Union européenne, quant à eux, ont acheté globalement 22 pour cent des exportations du Royaume. Enfin, les membres du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCG) dans leur ensemble sont les premiers importateurs de produits non pétroliers saoudiens.

36. L'Arabie saoudite importe une grande variété de produits. En 1994, les deux principales catégories, à savoir d'une part les machines et le matériel de transport et d'autre part le matériel électrique, constituaient 41 pour cent des importations totales. Parmi les autres catégories de produits achetés à l'étranger, les plus importantes sont les métaux communs, les textiles et produits textiles, les produits chimiques et les légumes et produits du règne végétal.

37. La valeur totale des importations, qui était passé de 19 milliards de dollars EU en 1989 à 30 milliards en 1992, est tombée à 21 milliards en 1994. Entre 1992 et 1994, les importations de matériel de transport ont diminué de plus de 3 milliards de dollars et celles d'appareils électriques et de machines ont baissé de plus de 2 milliards. Les fournisseurs les plus importants sont les pays de l'OCDE, les trois premiers étant les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni, respectivement, en 1994. La même année, plus de 75 pour cent des importations saoudiennes provenaient de l'ensemble des pays membres de l'OCDE.

38. Depuis un certain nombre d'années, la balance du commerce des marchandises est positive. Elle a fléchi dans les années 80, tombant de plus de 82 milliards de dollars en 1981 à 3,1 milliards en 1986. En 1994, elle se chiffrait à 19,3 milliards de dollars environ, ce qui représente une augmentation de quelque 5 milliards par rapport à 1993.

39. L'excédent susmentionné a été contrebalancé par le déficit de la balance du commerce des services. Cependant, la situation s'améliore depuis quelques années. En effet, la valeur des exportations de services est passée de 5,5 milliards de dollars EU en 1993 à 6,3 milliards en 1994, tandis que celle des importations tombait de 15,8 milliards à 14,2 milliards de dollars EU. En conséquence, le solde négatif a diminué, passant de 10,3 milliards à 7,8 milliards de dollars EU.

40. Le Département central des statistiques du Ministère de la planification produit deux publications annuelles donnant les statistiques du commerce extérieur. La première, intitulée Statistiques du commerce extérieur, contient les statistiques des importations et exportations saoudiennes par produit et par pays. La seconde, intitulée Annuaire statistique, contient des données sur le commerce et sur un certain nombre d'autres sujets. Des exemplaires de ces publications peuvent être obtenus à un prix symbolique auprès du Directeur général du Département central des statistiques, B.P. 3735, Riyad.

4. Commerce intérieur des services et investissement étranger direct

41. En 1994, la valeur ajoutée du secteur des services s'établissait à plus de 26 milliards de dollars EU, ce qui représentait approximativement le tiers du produit intérieur brut du secteur non pétrolier. Le sous-secteur le plus important était celui des services commerciaux qui comprenait le commerce de gros et de détail, les hôtels et les restaurants. La valeur ajoutée du secteur commercial en 1994 se chiffrait à presque 9 milliards de dollars EU, soit 11 pour cent du produit intérieur brut du secteur non pétrolier.

42. Le gouvernement d'Arabie saoudite reconnaît que la matérialisation de ses objectifs économiques passe par un afflux stable de technologie et de savoir-faire au Royaume. Il accueille donc volontiers la main-d'oeuvre et les capitaux étrangers. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux tableaux 1 et 2 de l'annexe 4 du document L/7645/Add.1.

5. Renseignements sur les mouvements financiers liés aux transferts privés

43. Par suite du manque de main-d'oeuvre spécialisée dans certains secteurs de son économie, l'Arabie saoudite a traditionnellement accueilli un grand nombre de travailleurs étrangers. Les envois de fonds dans d'autres pays par les travailleurs étrangers ont totalisé presque 15 milliards de dollars EU en 1994, soit approximativement l'équivalent de 12,5 pour cent du produit intérieur brut. En 1993, ces envois d'argent s'étaient chiffrés à 18,4 milliards de dollars.

6. Renseignements sur la croissance du commerce des marchandises et des services

44. Au cours du quinquennat de 1990-1994, les exportations de marchandises et de services ont peu varié, passant de 49 milliards de dollars EU en 1990 à 55,5 milliards en 1992, avant de retomber à 49 milliards en 1994. Quant aux importations, elles sont passées de 41 milliards de dollars EU en 1990 à 49 milliards en 1991 avant de revenir à 37,5 milliards en 1994. Le sixième plan quinquennal, qui porte sur la période de 1995-1999, prévoit une croissance des exportations plus forte que celle des importations.

CHAPITRE III - CADRE POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE

1. Pouvoirs des branches exécutive, législative et judiciaire de l'Etat

45. Le Royaume d'Arabie saoudite est une monarchie et c'est le Roi qui détient tous les pouvoirs. Celui-ci est assisté d'un Conseil des Ministres qui, aux termes de l'article 24 de la Loi sur le Conseil des ministres, a le pouvoir de superviser la mise en oeuvre des lois, des règlements et des résolutions. L'article 29 de la même loi dispose que le Roi a le pouvoir de superviser le Conseil des ministres.

46. Il existe aussi un conseil consultatif, appelé le "Majlis Al-Shoura", dont les 60 membres sont désignés en vue d'aider le gouvernement à s'acquitter de ses responsabilités, à étudier les projets du gouvernement et à proposer des lois, conformément aux pouvoirs qui lui sont impartis. Selon le règlement du Conseil, ces pouvoirs comprennent, entre autres, celui d'exprimer une opinion sur toute question de stratégie interne et externe intéressant l'Arabie saoudite dont le Roi le saisit à cette fin.

47. Aux termes de l'article 46 de la Loi fondamentale, le pouvoir judiciaire est indépendant. L'article 47 garantit le droit de recourir aux tribunaux afin d'offrir un accès égal à la justice aux nationaux et aux non-nationaux.

2. Entités gouvernementales chargées du commerce extérieur

48. Le Conseil des ministres est officiellement chargé d'apporter toute modification au tarif des douanes.

49. Le Ministère des finances et de l'économie nationale a compétence pour l'économie nationale et pour les questions économiques internationales. Relève de lui l'Administration des douanes, chargée d'appliquer la Loi douanière et le tarif douanier ainsi que de rédiger les règlements douaniers.

50. Le Ministère du commerce, qui est le principal organisme gouvernemental responsable du développement, du soutien et de la promotion des activités commerciales dans le Royaume, applique le Règlement relatif aux agences commerciales. Il représente l'Arabie saoudite dans les groupes et les conférences internationaux traitant de questions commerciales et étudie les moyens de renforcer et de promouvoir les échanges commerciaux entre l'Arabie saoudite et les autres pays. Il réglemente aussi l'importation et la vente des produits nationaux et importés, veillant à ce qu'ils répondent aux normes saoudiennes et ne violent pas les lois sur les marques de fabrique ou de commerce, les brevets et le droit d'auteur.

51. Le Ministère de l'industrie et de l'électricité élabore les politiques et procédures visant à promouvoir le développement industriel du pays. Il assume de nombreuses responsabilités, parmi lesquelles celle de superviser l'octroi de permis relatifs à des investissements étrangers en Arabie saoudite. Il est également chargé du développement du secteur de l'électricité.

52. Le Ministère du pétrole et des ressources minérales élabore la politique pétrolière du Royaume et supervise les concessions accordées dans les secteurs pétrolier et minier. Il autorise également les coentreprises pétrolières lorsqu'un des partenaires est une entreprise d'Etat.

53. Le Ministère de l'agriculture et des eaux est le principal organisme gouvernemental responsable du développement et de la promotion du secteur agricole. L'une de ses fonctions consiste à veiller au respect des normes sanitaires et phytosanitaires relatives aux importations d'engrais, de produits agricoles et de bétail.

54. Le Ministère de la santé est principalement responsable du maintien et du contrôle de l'industrie de la santé. Une de ses fonctions, liée au commerce, consiste à réglementer l'importation et la vente de médicaments et de fournitures médicales.

55. L'Organisation saoudienne de normalisation (SASO) établit et approuve les spécifications et normes nationales pour un certain nombre de marchandises et de produits vendus dans le Royaume. Elle participe aussi à l'échantillonnage, à l'inspection et aux essais de certains produits importés, pour s'assurer de leur conformité avec les normes du pays. Elle participe aux activités de normalisation internationales afin de se tenir au courant de toutes les réalisations importantes dans ce domaine.

56. Les diverses Chambres de commerce saoudiennes, organisées sous l'égide du Conseil des Chambres de commerce, aident le Ministère du commerce dans de nombreux domaines. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à la réponse à la question 268 des pages 112 et 113 du document L/7645/Add.1.

57. L'Agence monétaire saoudienne joue le rôle de banque centrale. A ce titre, elle est responsable de la gestion des affaires financières et monétaires. Parmi ses principales fonctions figurent l'émission de monnaie, la stabilisation de sa valeur et le contrôle des banques et des organismes de change. Elle tient également les comptes de l'Etat, reçoit les dépôts des organismes gouvernementaux et se charge de les investir.

58. L'Organisation générale pour les pétroles et les minéraux (Petromin) est chargée de faire la promotion de divers projets dans les secteurs pétrolier et minéral dans le Royaume. Elle est dirigée par un conseil d'administration que préside le Ministre du pétrole et des ressources minérales, et ses membres viennent de différentes organisations gouvernementales et du secteur privé. Elle met sur pied divers projets de coentreprises dans les secteurs pétrolier et minéral, y participe en tant que partenaire, et rend des services à divers secteurs comme ceux des services de forage et de séismographie.

3. Répartition des pouvoirs

59. Le gouvernement central est l'autorité ultime pour toutes les questions ayant trait à l'économie nationale et au commerce extérieur.

4. Lois et instruments juridiques

60. La Loi douanière et le Tarif des douanes sont les deux principaux documents législatifs portant sur l'importation et l'exportation de marchandises. La première comprend, entre autres choses, des dispositions concernant la réglementation non tarifaire des importations et des exportations, le commerce de transit, ainsi que les règles d'origine.

61. Plusieurs lois et textes législatifs sont susceptibles d'avoir des répercussions sur le commerce des services. Il s'agit principalement des suivants: Réglementation de l'investissement étranger; Loi sur le contrôle des banques; décisions du Ministère des communications concernant les demandes de permis présentées par des compagnies maritimes en vue du transport de marchandises par voie maritime; Résolution ministérielle n° 4104/20/M (1408) concernant le Règlement d'application de la Loi sur les établissements médicaux privés; Règlement d'application du Règlement sur les instituts techniques et centres nationaux d'emploi; Résolution de Son Altesse royale le Ministre de la défense et de l'aviation concernant la réglementation du tourisme, des agences de voyage et des compagnies de transport aérien; Décret ministériel n° 264 (1402) concernant l'organisation de la pratique de la profession d'ingénieur-conseil; Loi sur les comptables agréés et Décret ministériel n° 595 (1395) édictant le Règlement de mise en oeuvre de la Loi sur les comptables; Décret ministériel n° 1190 (1402) relatif à la réglementation de la pratique de la profession de conseiller juridique; et Loi sur la pratique de la profession de pharmacien et le commerce des médicaments et des préparations médicales.

62. Autres lois et textes législatifs portant sur des questions économiques et susceptibles d'avoir des répercussions sur le commerce: la Loi sur la protection et l'encouragement de l'industrie nationale, la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, la Loi sur les brevets d'invention, la Loi sur la protection du droit d'auteur, la Loi sur les agences commerciales et son Règlement d'application, et la Loi sur les marchés publics.

5. Description des tribunaux judiciaires, d'arbitrage ou administratifs ou de leurs procédures

63. L'Arabie saoudite offre une vaste gamme de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives concernant les questions commerciales. Par exemple, en ce qui a trait aux questions relevant de la compétence de la Direction générale des douanes, comme la classification et l'évaluation, elle a mis en place un système administratif d'appel des décisions. Des systèmes similaires de règlement des différends, dont le détail est donné ci-après, ont été établis en ce qui concerne les prescriptions et normes sanitaires et phytosanitaires et les droits de propriété intellectuelle. En outre, les décisions gouvernementales sont généralement assorties d'un droit d'appel auprès du Comité d'examen des réclamations conformément au Décret ministériel n° 190 du 16 novembre 1409 (H) concernant les règles et la procédure du Comité. Les différends commerciaux sont généralement réglés en application de la Loi sur l'arbitrage et de son Règlement d'application.

CHAPITRE IV - POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Réglementation des importations

a) Obligation de se faire enregistrer pour pouvoir effectuer des opérations d'importation

64. Le gouvernement d'Arabie saoudite n'impose pas de prescriptions distinctes en matière d'enregistrement des entités qui effectuent des opérations d'importation. Les entreprises commerciales ayant dûment satisfait aux prescriptions en matière de licences et d'enregistrement pour exercer leurs activités dans le Royaume peuvent importer des marchandises et des services.

b) Caractéristiques du tarif douanier national

65. Le tarif douanier comprend cinq taux de droits pour les marchandises importées en Arabie saoudite: 0 pour cent, 7 pour cent, 12 pour cent, 20 pour cent et 50 pour cent. Les taux correspondant à ses 6 924 lignes se répartissent comme suit:

| <u>Taux de droits</u> | <u>Lignes tarifaires</u> |
|-----------------------|--------------------------|
| 0 pour cent | 189 |
| 7 pour cent | 32 |
| 12 pour cent | 6 252 |
| 20 pour cent | 431 |
| 50 pour cent | 20 |

Les produits de deux lignes tarifaires sont assujettis à un droit spécifique de 21 riyals saoudiens par tonne métrique, à savoir: le gypse (HC 25201010) et l'anhydrite (HC 25201020). Des droits mixtes s'appliquent à environ 1 pour cent des lignes tarifaires.

66. Les produits auxquels s'applique le droit nul comprennent essentiellement les produits alimentaires de première nécessité, les médicaments, les imprimés et le matériel médical. Les produits sur lesquels est perçu un droit de 7 pour cent sont les instruments et le matériel médicaux. Un droit de 12 pour cent, susceptible d'être révisé à la hausse selon les conditions budgétaires, est perçu sur 6 252 produits. Les 431 produits acquittant un droit de 20 pour cent sont ceux qui concurrencent les produits nationaux et sont, par conséquent, assujettis aux droits de douane à caractère commercial. Le taux le plus élevé (50 pour cent) concerne 20 produits comprenant les tabacs bruts et fabriqués, dont l'utilisation est découragée par le gouvernement en raison de leurs effets sur la santé. On observe donc que sur un total de 6 924 produits, seuls 451, soit environ 6 pour cent du total, sont soumis à des droits de douane supérieurs à 12 pour cent.

67. En 1994, la part des importations, en valeur, pour chacune des cinq catégories tarifaires était la suivante:

| | |
|--|----------------|
| Produits admis en franchise | 18,4 pour cent |
| Produits soumis à un droit de 7 pour cent | 0,5 pour cent |
| Produits soumis à un droit de 12 pour cent | 74,8 pour cent |
| Produits soumis à un droit de 20 pour cent | 5,8 pour cent |
| Produits soumis à un droit de 50 pour cent | 0,5 pour cent |

68. Les taux moyens pondérés (1994, en valeur) pour chacune des 21 principales catégories tarifaires sont indiqués dans le tableau ci-après. Le taux effectif moyen était de 9,5 pour cent.

| | |
|---|----------------|
| Animaux et produits du règne animal | 6,9 pour cent |
| Végétaux et produits du règne végétal | 4,8 pour cent |
| Graisses et huiles | 12,0 pour cent |
| Préparations alimentaires et tabac | 14,6 pour cent |
| Produits minéraux | 12,6 pour cent |
| Produits chimiques | 8,4 pour cent |
| Matières plastiques et caoutchouc | 12,8 pour cent |
| Ouvrages en cuir | 12,0 pour cent |
| Ouvrages en bois | 12,2 pour cent |
| Ouvrages en papier | 12,3 pour cent |
| Textiles et produits textiles | 12,1 pour cent |
| Accessoires du vêtement | 12,9 pour cent |
| Ouvrages en pierre et en verre | 12,2 pour cent |
| Métaux précieux, articles de bijouterie | 0,8 pour cent |
| Métaux communs | 13,7 pour cent |
| Machines et appareils électriques | 12,0 pour cent |
| Matériel de transport | 8,5 pour cent |
| Instruments divers | 10,1 pour cent |
| Armes et munitions | 2,8 pour cent |
| Produits manufacturés divers | 15,8 pour cent |
| Objets d'art, non compris ailleurs | 12,0 pour cent |

69. Depuis le 1er janvier 1991, le Royaume d'Arabie saoudite classe les importations et les exportations selon le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. A chacune des 6 924 lignes tarifaires correspond un numéro à huit chiffres. Les six premiers chiffres correspondent à des catégories internationalement reconnues, les deux derniers étant propres à la classification appliquée par l'Arabie saoudite.

70. L'Arabie saoudite a signé en 1981 avec les autres pays du Conseil de coopération des Etats du Golfe (Bahreïn, Oman, Koweït, Qatar et Emirats arabes unis) un accord économique dont l'objectif était l'intégration des économies de ces pays. Pour réaliser cet objectif, les membres du CCG ont établi en 1983 une zone de libre-échange. L'accord relatif à cette zone concerne l'ensemble du commerce des produits industriels et agricoles. Les produits originaires d'un pays du CCG sont ainsi admis dans les cinq autres pays membres en franchise de droits. On considère que les produits sont originaires du CCG s'ils contiennent au moins 40 pour cent de valeur ajoutée créée dans le CCG. Un comité technique du CCG chargé de classer les marchandises travaille actuellement à l'unification des régimes douaniers des Etats Membres.

c) Contingents et exemptions tarifaires

71. L'Arabie saoudite n'applique aucun contingent tarifaire. La Loi sur la protection et l'encouragement de l'industrie nationale permet aux industries concernées d'importer certaines marchandises en franchise de droits. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 156 et 157, page 68 du document L/7645/Add.1.

d) Autres droits et impositions

72. Le gouvernement d'Arabie saoudite impose des taxes pour les services de chargement, de déchargement et de stockage rendus par les autorités portuaires et aéroportuaires conformément à l'article VIII:1 a) du GATT de 1994. Ces taxes sont fonction du temps de chargement et de déchargement et de la quantité de main-d'oeuvre que nécessitent ces opérations, du poids ou du volume des marchandises et de la durée de la période de stockage. Elles ne sont pas perçues sur la valeur

ou selon un taux forfaitaire *ad valorem*. Les recettes perçues pour ces services ne dépassent pas le coût de leur prestation. Les taux précis qui sont appliqués sont indiqués dans le Règlement d'application de la Loi douanière. Une liste complète de toutes les impositions sera communiquée au Groupe spécial.

e) Restrictions quantitatives à l'importation

73. Une grande majorité de marchandises peuvent être importées en Arabie saoudite sans restriction, et sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un permis ou une licence d'importation. A l'exception de deux produits tarifaires (voir le paragraphe 76 ci-dessous), aucune restriction quantitative à l'importation n'a été appliquée pour des raisons économiques.

74. Le Royaume interdit pour des raisons religieuses la production, la consommation et l'importation de produits comme l'alcool, la viande et les produits du cochon et la viande de porc. L'importation de littérature et de matériel pornographiques est également interdite pour des raisons morales et religieuses.

75. Il est interdit d'importer certaines marchandises pour des raisons de santé et de sécurité. Par exemple, l'importation de stupéfiants est prohibée. A l'exception de certains organismes gouvernementaux, nul ne peut non plus importer des armes et leurs parties et munitions, quel qu'en soit le type. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la réponse à la question 85, pages 38 et 39 du document L/7645/Add.1.

76. L'importation de deux produits agricoles est actuellement soumise à restriction pour des raisons de santé et de protection, à savoir les dattes et le lait liquide stérilisé de longue conservation conditionné en récipients de plus de 1 litre. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 86, 87 et 88, pages 40 et 41 du document L/7645/Add.1.

f) Procédures de licences d'importation

77. Les importations subordonnées à l'obtention d'un permis ou d'une licence d'importation et la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation nécessaire sont indiquées ci-après:

- chevaux: l'autorisation du Club de chevalerie est nécessaire;
- bétail: un examen doit être fait par un représentant du service sanitaire qui s'assurera que les animaux ne sont porteurs d'aucune maladie;
- semences: un contrôle doit être fait par le laboratoire de contrôle de la qualité qui vérifie l'absence de contamination;
- denrées alimentaires: un contrôle doit être fait par le laboratoire de contrôle de la qualité qui vérifie l'absence de contamination;
- produits chimiques: l'autorisation préalable du Ministère de l'industrie et de l'électricité est nécessaire;
- produits pharmaceutiques: l'autorisation préalable du Ministère de la santé est nécessaire;
- produits de la parfumerie: un contrôle doit être fait par un représentant du Ministère du commerce;

- films cinématographiques: un contrôle doit être fait par un représentant du Ministère de l'information avant la sortie des films;
- livres et périodiques: un contrôle doit être fait par un représentant du Ministère de l'information;
- appareils sans fil (radio): l'autorisation préalable du Ministère de l'intérieur est nécessaire;
- objets d'antiquité: l'autorisation préalable du Ministère de l'éducation est nécessaire.

Des renseignements supplémentaires sur les procédures d'octroi de licences d'importation se trouvent à l'annexe 16 du document L/7645/Add.1.

g) Autres mesures à la frontière

78. A part les mesures visées à l'alinéa e) ci-dessus, l'Arabie saoudite n'applique à la frontière aucune autre mesure qui ait des effets semblables.

h) Evaluation en douane

79. Pour l'évaluation en douane, les autorités saoudiennes se basent sur le prix effectivement payé ou qu'il a été convenu de payer pour le produit importé lorsqu'il se trouve dans le port d'exportation, emballé et prêt à être expédié, majoré des frais encourus jusqu'à ce que le produit arrive en Arabie saoudite. Ces frais comprennent principalement les coûts du transport et de l'assurance jusqu'au port de déchargement. Pour les marchandises acheminées par la poste ou par avion, le coût du transport est fixé, aux fins de l'évaluation en douane, à 0,5 riyal saoudien par kilogramme. Au cas où les autorités douanières ne sont pas en mesure d'obtenir le montant du fret effectivement payé, elles calculent celui-ci en pourcentage de la valeur f.o.b. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 93 et 94, page 42 du document L/7645/Add.1.

80. La valeur des marchandises est établie en riyals saoudiens. Le taux de change appliqué pour déterminer la valeur d'un produit en riyals saoudiens est fonction du taux de change publié par l'Agence monétaire saoudienne (SAMA) le jour de la déclaration en douane. Les taux de change de cet organisme sont révisés chaque jour et sont déterminés en fonction de la valeur effective du riyal sur le marché par rapport aux autres monnaies.

81. Si l'importateur conteste l'évaluation effectuée par un fonctionnaire des douanes, il peut demander au Département des douanes de rendre une nouvelle décision. Celui-ci soumet alors l'affaire, pour règlement, à une commission *ad hoc* interne composée d'un expert en évaluation, d'un expert en questions tarifaires et d'un conseil juridique. Si l'importateur n'est toujours pas satisfait de la décision, il peut porter sa cause en appel auprès du Comité d'examen des réclamations, qui étudiera sa requête conformément à ses propres règles et procédures.

i) Autres formalités douanières

82. Les formalités douanières sont relativement simples et directes. Les importateurs peuvent dédouaner leurs marchandises rapidement sur présentation des documents d'expédition, des factures et des certificats d'origine et après paiement des droits de douane éventuels.

83. En cas de litige sur la classification des produits, la procédure à appliquer sera la suivante:

- Un règlement à l'amiable sera tenté pour convaincre l'importateur d'admettre la décision des autorités douanières.
- En cas d'échec, le différend sera soumis à la Commission tarifaire de la Direction générale du Département des douanes, constituée d'experts en questions tarifaires et d'un conseil juridique.
- Si l'importateur n'est toujours pas d'accord, le Département des douanes sollicitera un avis technique de la part de la Direction de la nomenclature et de la classification du Conseil de coopération douanière, à Bruxelles (Belgique).

Dans certaines circonstances, il peut être interjeté appel des décisions administratives auprès du Comité d'examen des réclamations, qui étudie les dossiers selon ses propres règles et procédures. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à la réponse à la question 106, pages 47 et 48 du document L/7645/Add.1.

j) Contrôle de la qualité

84. Le Ministère saoudien du commerce et l'Organisation saoudienne de normalisation (SASO) sont en train de mettre en place un système de contrôle de la qualité qui permettra d'assurer que les produits importés dans le Royaume sont pleinement conformes aux normes saoudiennes. Ce système prévoit l'inspection et la certification des produits visés en vue de faciliter leur importation.

k) Impositions intérieures à l'importation

85. L'Arabie saoudite n'applique aucune imposition intérieure qui résulterait en un traitement différent des produits importés par rapport aux produits nationaux.

l) Règles d'origine

86. L'Arabie saoudite applique des règles d'origine pour les importations en provenance de ses partenaires commerciaux. Pour que des produits soient considérés comme étant originaires des pays membres du CCG (Conseil de coopération des Etats arabes du golfe), ils doivent contenir au moins 40 pour cent de valeur ajoutée créée dans ces pays, soit le même pourcentage que celui qui est prévu dans les accords de la Ligue arabe. Comme le Royaume accorde le traitement NPF à toutes les importations autres que celles qui sont visées par les accords commerciaux du CCG ou de la Ligue arabe, le commerce NPF n'est assujéti à aucune disposition particulière concernant les règles d'origine. Un importateur doit toutefois fournir au Département des douanes un certificat attestant la nationalité des marchandises.

m) Droits antidumping

87. A l'heure actuelle, l'Arabie saoudite n'applique aucune législation ou réglementation portant expressément sur l'imposition de droits antidumping.

n) Droits compensateurs

88. A l'heure actuelle, l'Arabie saoudite n'applique aucune législation ou réglementation portant expressément sur l'imposition de droits compensateurs.

o) Mesures de sauvegarde

89. Aux termes de l'article 7 de la Loi sur la protection et l'encouragement de l'industrie nationale, le Conseil des Ministres a le pouvoir de prendre les mesures qu'il estime appropriées pour la protection de la production nationale, conformément aux prescriptions de cette loi et d'autres lois en vigueur.

2. Réglementation des exportations

a) Obligation de se faire enregistrer pour pouvoir effectuer des opérations d'exportation

90. Le gouvernement d'Arabie saoudite n'impose pas de prescriptions distinctes en matière d'enregistrement des entités qui effectuent des opérations d'exportation. Les entreprises commerciales ayant dûment satisfait aux prescriptions en matière de licences et d'enregistrement pour exercer leurs activités dans le Royaume peuvent exporter des marchandises et des services.

b) Nomenclature du tarif douanier, types de droits, taux de droits, niveau moyen pondéré des droits

91. Comme pour les importations, l'Arabie saoudite applique le Système harmonisé pour la classification des exportations. Il n'existe pas de droits d'exportation, sauf pour un produit, à savoir les peaux et cuirs non tannés. Le taux de droit est de 2 000 riyals saoudiens par tonne métrique. En 1994, l'équivalent *ad valorem* du droit d'exportation sur les peaux et cuirs non tannés était de 22,6 pour cent.

c) Restrictions quantitatives à l'exportation

92. L'Arabie saoudite impose un certain nombre de restrictions à l'exportation de façon à empêcher les produits qui bénéficient de subventions nationales de quitter le pays, ce qui a pour effet de protéger le trésor national et d'éviter des mesures antidumping et compensatoires de la part de pays étrangers. Les produits dont l'exportation est interdite sont, entre autres, le bétail femelle, le lait en poudre pour biberons, les médicaments et les fourrages. En outre, l'exportation de certains produits est soumise à restriction, dans un but de préservation de la culture et de la faune du Royaume.

93. L'exportation de marchandises subventionnées est considérée comme de la contrebande et passible d'une peine d'emprisonnement, d'une amende ou des deux à la fois, en vertu de la loi. Conformément au Règlement d'application de la Loi douanière, le Département des douanes a le pouvoir de fouiller toute personne, tout véhicule ou tout autre objet qui pénètre sur le territoire douanier ou qui en sort, ou encore qui franchit la frontière. Il a également les mêmes pouvoirs en mer à bord des navires, des barges, des bateaux et des autres bâtiments assimilables à des bateaux qui se trouvent dans les eaux territoriales du Royaume. Tout objet, de quelque nature qu'il soit, qui franchit la frontière ou les limites du territoire douanier, doit faire l'objet d'une autorisation expresse. Une fois remplie par l'intéressé, la demande d'autorisation doit être présentée au Directeur des Douanes aux fins d'approbation de l'exportation. Les articles non déclarés dans le but de contourner les restrictions à l'exportation de marchandises subventionnées peuvent être confisqués.

d) Procédures de licences d'exportation

94. Certains produits destinés à l'exportation doivent faire l'objet d'un permis spécial. Les exportations de produits dérivés du pétrole, sauf les huiles de lubrification et certains types d'asphalte, doivent être approuvées par le Ministère du pétrole. Les outils et le matériel agricoles financés par la Banque agricole saoudienne ne peuvent être réexportés qu'avec l'autorisation de celle-ci. Les exportations de tous les animaux et oiseaux autres que d'élevage doivent être approuvées par la

Commission de la protection de la faune. De plus, les objets archéologiques et certains objets d'antiquité ne peuvent être exportés que sur autorisation du Département des antiquités du Ministère de l'éducation.

e) Autres mesures

95. Il n'existe aucune autre mesure (prix minimum à l'exportation, restrictions volontaires à l'exportation ou arrangements de commercialisation ordonnée) visant à réglementer les exportations.

f) Politiques de financement, de subventionnement et de promotion des exportations

96. Le Royaume d'Arabie saoudite applique différentes mesures de promotion des exportations: participation à des foires commerciales, échanges de délégations commerciales et fourniture de renseignements commerciaux aux exportateurs et aux producteurs. En Arabie saoudite, les exportations ne sont pas subventionnées. Il n'existe pas d'organisme national de crédit à l'exportation, mais le gouvernement participe à trois programmes régionaux autofinancés de crédit à l'exportation, qui visent à réduire le plus possible les risques de défaut de paiement auxquels les exportateurs sont exposés. Ces programmes, proposés par la Banque islamique de développement, la Société interarabe de garantie des investissements et le Fonds monétaire arabe, sont brièvement décrits ci-après.

97. La Banque islamique de développement (BID), institution financière multilatérale constituée des 47 membres de l'Organisation de la Conférence islamique, offre trois programmes de crédit commercial différents. Le premier est un programme à long terme, à échéance de 18 à 60 mois, destiné à couvrir 30 à 40 pour cent des opérations de commerce extérieur. Le second est un programme dirigé par la BID mais alimenté par des fonds provenant de banques islamiques et destiné à allouer des crédits pour des transactions commerciales entre pays islamiques. Enfin, le troisième programme, qui est un programme de crédit à l'importation reposant sur le système de bénéfices islamique (murabaha) couvre jusqu'à 100 pour cent des transactions concernant des produits stratégiques tels que le ciment, les engrais, les matériaux de construction destinés à l'industrie et les aliments pour animaux. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à la réponse à la question 138, page 58 et à la réponse à la question 140, pages 59 à 61 du document L/7645/Add.1.

98. Le "Plan de garantie de crédit à l'exportation" a été mis en place en 1986 par la Société inter-arabe de garantie des investissements pour encourager les échanges entre pays arabes. Les risques commerciaux couverts sont notamment la faillite de l'acheteur, son insolvabilité ou la liquidation de son entreprise, le défaut de paiement des marchandises qu'il a reçues ou son refus de prendre livraison des marchandises à leur arrivée. Les risques non commerciaux couverts sont la suppression, pour une raison quelconque, de l'autorisation d'importer des marchandises dans un pays, la saisie des marchandises par un pays de transit, l'impossibilité, pour l'importateur, de payer à cause d'une intervention des pouvoirs publics, le refus de la banque nationale du pays de l'acheteur d'autoriser le règlement financier ou des complications qui retardent considérablement celui-ci, et enfin, des troubles locaux et des actions militaires qui empêchent l'acheteur de payer.

99. Le Fonds monétaire arabe, créé en 1976 et dont le siège se trouve à Abu Dhabi, a mis en place le "Programme de financement des échanges intra-arabes" pour développer les échanges entre pays arabes. Ce programme met à la disposition des organismes nationaux des crédits leur permettant d'acheter des instruments financiers émis par ces organismes ou de réescompter des effets de commerce précédemment achetés ou escomptés par eux. Le capital autorisé pour le programme a été fixé à 500 millions de dollars EU. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à la réponse à la question 140, pages 59 à 61 du document L/7645/Add.1.

100. L'Arabie saoudite n'accorde aucune subvention à l'exportation.

g) Prescriptions de résultats à l'exportation

101. En Arabie saoudite, il n'y a pas de prescriptions de résultats à l'exportation.

h) Ristourne de droits d'importation

102. A l'heure actuelle, la loi saoudienne ne prévoit aucune ristourne de droits d'importation.

3. Politiques internes affectant le commerce extérieur des marchandises

a) Politique industrielle

103. La politique industrielle du Royaume vise principalement à promouvoir et à développer les industries manufacturières et le secteur des ressources naturelles. Dans ce contexte, le Sixième Plan de développement (1995-2000) vise les objectifs suivants sous l'égide du Ministère de l'industrie et de l'électricité:

- Accroître la contribution du secteur industriel au produit intérieur brut et à la diversification de l'économie nationale.
- Etendre l'industrialisation et diversifier la structure industrielle grâce à un développement plus poussé des industries d'amont et d'aval, et à la création d'industries de remplacement des importations qui soient viables.
- Intensifier les liens économiques entre le secteur industriel et les autres secteurs de production, particulièrement l'agriculture et les ressources minérales.
- Faire en sorte que le secteur industriel réponde de plus en plus à la demande locale de biens de consommation et de biens d'équipement.
- Accroître la contribution du secteur industriel à la diversification des exportations.
- Créer de nouvelles possibilités d'emplois pour les Saoudiens.

Pour de plus amples renseignements, se reporter aux réponses aux questions 145 à 148, pages 64 et 65 du document L/7645/Add.1.

104. La Loi sur la protection et la promotion de l'industrie nationale prévoit un certain nombre d'incitations destinées à promouvoir le secteur industriel. Au titre de cette loi, l'Etat doit fournir aux établissements industriels agréés, contre un loyer symbolique, les terrains nécessaires à la construction d'usines et de logements pour les travailleurs et les employés. Le Ministère de l'industrie et de l'électricité a implanté huit cités industrielles dans le pays, là où cela s'est révélé possible. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 150 à 155, pages 66 à 68 du document L/7645/Add.1.

105. Le Fonds de développement industriel saoudien (SIDF), créé en 1974, joue un rôle essentiel dans la promotion du développement industriel en Arabie saoudite. Son soutien se concrétise par l'octroi de prêts à des conditions de faveur à des industries qui peuvent aussi bien être des entreprises entièrement nationales que des coentreprises. Il peut ainsi financer l'établissement ou l'expansion de projets industriels, et offrir à leurs promoteurs des services consultatifs dans différents domaines. De sa création à la fin de 1992, le SIDF a consenti des prêts d'une valeur de 21,7 milliards de riyals saoudiens pour 1 216 projets industriels, dont 388 concernant des coentreprises qui ont bénéficié de prêts se montant

à 8,7 milliards de riyals. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 170 à 173, pages 72 et 73 du document L/7645/Add.1.

106. La Commission royale pour Djubayl et Yanbu a également joué un rôle important dans la promotion du développement industriel en Arabie saoudite. Elle a été créée par Décret royal en 1975 pour servir de moteur au développement industriel dans l'est et l'ouest du Royaume. Ses fonctions et objectifs comprennent notamment la construction d'infrastructures ainsi que la protection de l'environnement. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 174 à 176, pages 74 et 75 du document L/7645/Add.1.

b) Règlements techniques et normes

107. Les marchandises produites et importées en Arabie saoudite doivent être conformes aux normes et mesures saoudiennes. Le principal organisme responsable de ces normes est l'Organisation saoudienne de normalisation (SASO), chargée d'élaborer, d'adopter, de publier et de diffuser, à l'intérieur du Royaume, les normes nationales applicables à l'ensemble des produits de base, articles et symboles et des procédures d'échantillonnage et d'essai. Cet organisme est membre de l'Organisation internationale de normalisation. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 108 à 116, pages 48 à 51 du document L/7645/Add.1.

108. Les normes et mesures appliquées dans le Royaume ont pour but de garantir la sécurité et de protéger la santé et le bien-être des consommateurs. Elles tiennent compte de l'environnement ingrat ainsi que des valeurs et de la moralité publique du pays. A la fin de 1995, la SASO avait élaboré plus de 1 000 normes et mesures, dont on peut obtenir copie auprès de cet organisme ou des principales Chambres de commerce du pays. Le matériel électrique, les automobiles, les cigarettes et le lait en poudre pour biberons sont parmi les produits les plus importants réglementés par les normes et mesures de la SASO. Celle-ci fait en sorte que son processus d'élaboration des normes s'appuie sur une participation internationale en diffusant ses projets de normes sur le marché mondial pour recueillir des observations avant la rédaction définitive des normes. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à la réponse à la question 117, pages 51 et 52 du document L/7645/Add.1.

109. Les médicaments et le matériel médical sont soumis à une réglementation émanant du Ministère de la santé, aux termes de laquelle il est nécessaire d'obtenir un certificat ou une approbation de ce ministère pour pouvoir dédouaner les produits et les vendre dans le Royaume. Le certificat ou l'approbation atteste que les produits sont conformes aux normes sanitaires du pays et doit être renouvelé tous les deux ans.

c) Mesures sanitaires et phytosanitaires

110. Les Ministères de l'agriculture et du commerce appliquent des normes sanitaires et phytosanitaires pour garantir que tous les produits alimentaires, plantes et animaux importés répondent aux conditions requises en matière d'innocuité et d'hygiène. La réglementation de ces importations par des mesures sanitaires et phytosanitaires est justifiée par la nécessité de protéger les industries agricoles, les élevages de bétail et de volailles ainsi que la flore et la faune locales.

111. Toutes les normes sanitaires et phytosanitaires du Royaume sont fondées sur des données scientifiques. L'Arabie saoudite est membre de la Commission du Codex Alimentarius et de l'Office international des épizooties. Elle collabore avec ces deux organismes, ainsi qu'avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la santé, pour l'élaboration et l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.

112. L'importation d'animaux tels que le bétail, les volailles et les oeufs à couvrir ainsi que celle de peaux non traitées, de poils, de fourrures et de laine, sont soumises à inspection et quarantaine par le Ministère de l'agriculture et des eaux. Les médicaments à usage vétérinaire peuvent pénétrer dans le Royaume avec une autorisation des Ministères de la santé et de l'agriculture. Les fruits frais, légumes, graines, céréales, fourrages (orge, sorgho et foin, par exemple), engrais organiques et pesticides agricoles importés dans le pays sont soumis à inspection et quarantaine.

113. Les importateurs de marchandises ne satisfaisant pas aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires ont la possibilité de réexporter ces marchandises hors de la zone portuaire. Les marchandises non retirées sont détruites. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à la réponse à la question 126, page 46 du document L/7645/Add.1.

d) Mesures concernant les investissements et liées au commerce

114. L'investissement étranger ou intérieur n'est soumis à aucune prescription liée au commerce.

e) Commerce d'Etat

115. La Compagnie pétrolière saoudienne (Saudi Aramco) et l'Organisation des silos à céréales et des minoteries (GSFMO) ne procèdent à des achats ou à des ventes qu'en s'inspirant uniquement de considérations d'ordre commercial et se conforment au principe général de non-discrimination prévu à l'article XVII. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 213 à 216, pages 89 et 90 du document L/7645/Add.1.

116. La Saudi Aramco a été créée par décret royal en 1987. Elle est chargée de la plus grande partie de la production et des exportations de pétrole brut et de gaz naturel du Royaume. Elle est également chargée du raffinage et de la commercialisation des produits pétroliers en Arabie saoudite et participe à cette fin à des coentreprises de raffinage avec d'autres pays. Bien qu'appartenant à l'Etat, cette entreprise est gérée comme une société privée avec un conseil d'administration présidé par le Ministre du pétrole et des ressources minérales. Le conseil d'administration est composé de membres de la haute direction de l'entreprise, de fonctionnaires, de représentants du secteur privé et de dirigeants de compagnies internationales. La politique générale de l'entreprise est déterminée par le Conseil suprême présidé par le Président du Conseil des ministres ou par son représentant désigné, qui est assisté de dix membres provenant du secteur privé et de fonctionnaires nommés par décret royal.

117. L'Organisation des silos à céréales et des minoteries (GSFMO), créée par décret royal en 1973, a pour but de soutenir le développement du secteur agricole, en particulier pour ce qui concerne la production de blé, cette approche étant motivée par des considérations de sécurité nationale. La GSFMO a été chargée, d'une part, de former un conglomerat pour l'ensilage, la meunerie et la production d'aliments pour animaux et, d'autre part, de créer un marché stable garantissant des prix fixes pour les céréales, afin de protéger les agriculteurs des fluctuations des prix. C'est le seul organisme habilité à importer et à exporter des céréales, de la farine et des aliments pour animaux. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 219 et 220, pages 91 et 92 du document L/7645/Add.1.

f) Zones franches

118. L'Arabie saoudite ne possède pas de zones franches.

g) Zones d'activité économique libre

119. L'Arabie saoudite ne possède pas de zone qui corresponde à cette dénomination.

h) Politiques environnementales liées au commerce

120. Les mesures environnementales liées au commerce sont au nombre de trois. Premièrement, pour importer et exporter des animaux d'espèces sauvages, il faut obtenir une licence de la Commission nationale pour la préservation et le développement de la nature. Deuxièmement, l'Administration de la météorologie et de la protection de l'environnement a établi un certain nombre de normes générales à observer pour l'évaluation et la réglementation des activités industrielles et urbaines dans le Royaume, dans le but notamment de protéger l'environnement national. L'application de ces normes décourage implicitement l'importation de biens d'équipement extrêmement polluants en faveur de celle d'équipement plus respectueux de l'environnement. Troisièmement, l'Organisation saoudienne de normalisation tient compte des questions environnementales dans l'élaboration de normes susceptibles d'être appliquées à la frontière. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à la réponse à la question 40, pages 21 et 22 du document L/7645/Add.1.

i) Marchés publics

121. Les marchés publics sont régis principalement par la Loi sur les marchés publics, complétée par des interprétations ou décisions du Ministère des finances et de l'économie nationale concernant des cas particuliers. Aux termes de cette loi, les marchés sont adjugés en priorité à des nationaux saoudiens remplissant les conditions requises et à des entreprises à capitaux entièrement saoudiens, ensuite à des établissements à capitaux mixtes, saoudiens et étrangers, et enfin à des firmes à capitaux entièrement étrangers. En outre, dans les marchés de fourniture, les produits saoudiens l'emportent sur les produits étrangers. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 203 à 205, pages 86 et 87 du document L/7645/Add.1.

122. La Résolution n° 124 du Conseil des ministres de l'an 1403 (H) réglemente l'attribution de travail aux nationaux saoudiens dans le cadre de contrats de travaux publics. Elle prévoit que les entrepreneurs étrangers ainsi que les coentreprises exécutant de tels contrats doivent donner au moins 30 pour cent du travail à des Saoudiens ou à des entreprises enregistrées en Arabie saoudite et à capitaux entièrement saoudiens.

123. Les règles de base sur la priorité à accorder, dans les marchés publics, aux produits nationaux et aux produits d'origine nationale des membres du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCG) (ci-après dénommées "Règles de base sur les marchés publics") indiquent expressément les conditions dans lesquelles cette priorité est accordée. Une distinction est établie entre les "produits nationaux" et les "produits d'origine nationale". Les premiers sont produits dans un des Etats membres du CCG et bénéficient d'une marge de préférence de 10 pour cent sur le prix ou la qualité lorsqu'ils sont achetés par l'Etat où ils sont produits. La seconde catégorie est constituée de produits contenant au moins 40 pour cent de valeur ajoutée créée dans les Etats membres du CCG. Les produits d'origine nationale bénéficient d'une marge de préférence de 5 pour cent sur le prix dans tous les Etats membres du CCG, à moins qu'un produit national ne soit pas disponible, auquel cas la marge de préférence sur le prix ou la qualité sera de 10 pour cent par rapport aux produits étrangers.

j) Réglementation du commerce de transit

124. Au titre de l'article 53 de la Loi douanière, les marchandises en transit bénéficient de la franchise de droits. La politique gouvernementale est d'autoriser le transit de ces marchandises dans le Royaume sans aucune discrimination quant à leur nature ou à leur pays d'origine, sauf lorsque des questions

d'ordre religieux ou de sécurité nationale entrent en jeu. Les autorités douanières sont habilitées à inspecter toutes marchandises en transit pour éviter le trafic de produits interdits tels que les stupéfiants. L'Arabie saoudite est partie à un accord entre pays de la Ligue arabe qui vise à faciliter le trafic en transit. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à la réponse à la question 142, page 52 du document L/7645/Add.1.

4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles

a) Importations

125. Les droits perçus par l'Arabie saoudite sur les produits agricoles importés dans le Royaume sont relativement faibles, et un certain nombre d'aliments de base bénéficient de la franchise de droits. En 1994, le taux de droit moyen pondéré des produits agricoles était de 7,5 pour cent. Des restrictions quantitatives s'appliquent à deux produits: les dattes et le lait liquide pasteurisé de longue conservation conditionné en récipients de plus de 1 litre. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 86, 87 et 88, page 40 du document L/7645/Add.1.

b) Subventions à l'exportation

126. L'Arabie saoudite ne subventionne pas les exportations de produits agricoles. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à la réponse à la question 131, pages 56 et 57, et à la réponse à la question 137, page 58 du document L/7645/Add.1.

c) Prohibitions et restrictions à l'exportation

127. Comme mentionné ci-dessus, le gouvernement saoudien applique certaines restrictions à l'exportation. Celles-ci visent à empêcher les marchandises qui bénéficient de subventions nationales de quitter le Royaume. Parmi les produits qu'il est interdit d'exporter, figurent les animaux femelles d'élevage et les fourrages. Les outils et équipements agricoles financés par la Banque agricole saoudienne ne peuvent être réexportés qu'avec l'autorisation de celle-ci.

d) Programmes de crédit, de garantie de crédit ou d'assurance à l'exportation

128. L'Arabie saoudite participe à trois programmes régionaux autofinancés de crédit à l'exportation, qui visent à minimiser le risque de non-paiement pour les exportateurs. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux paragraphes 96 à 99.

e) Mesures intérieures

129. L'Etat apporte son soutien au développement de la base de production agricole en encourageant l'investissement dans des projets à grande échelle faisant appel à des installations et à des méthodes d'irrigation modernes. Il continue à encourager les investissements dans l'agriculture et soutient les investissements dans des projets recourant à des technologies nouvelles. L'appui du gouvernement au secteur agricole se manifeste essentiellement par la distribution de terres, une assistance technique, et des prix d'achat garantis pour le blé et l'orge. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 179 à 186, pages 77 à 79 du document L/7645/Add.1.

130. Sous les auspices du Ministère des finances et de l'économie nationale, la Banque agricole saoudienne est la principale institution qui accorde des prêts au secteur privé pour qu'il investisse dans l'agriculture. Elle consent des prêts à court terme pour financer les besoins de productions saisonnières, des prêts à moyen terme pour l'acquisition de machines et de matériel et des prêts à long terme pour

l'achat, la mise en culture et l'exploitation des terres. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 188 à 190, pages 80 et 81 du document L/7645/Add.1.

5. Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs

a) Régime applicable aux textiles

131. L'Arabie saoudite n'est pas partie à l'Arrangement multifibres et n'a aucune politique particulière concernant l'importation et/ou l'exportation de textiles ou de produits textiles.

CHAPITRE V - ASPECTS DU REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE
QUI TOUCHENT AU COMMERCE

Cette section fera l'objet d'un supplément prochain.

CHAPITRE VI - ASPECTS DU REGIME DES SERVICES
QUI TOUCHENT AU COMMERCE

Cette section fera l'objet d'un supplément prochain.

CHAPITRE VII - BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES
ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS

1. Accords bilatéraux ou plurilatéraux relatifs au commerce extérieur

132. L'Arabie saoudite est un des Etats membres de la Ligue arabe, organisation qui est convenue d'oeuvrer pour la création d'un marché commun arabe. Afin d'atteindre cet objectif, les Etats membres ont conclu des conventions sur le commerce et les tarifs douaniers. Le Royaume a activement participé à ce programme en concluant de telles conventions avec les autres membres de la Ligue. Ces conventions prévoient la suppression totale des droits de douane entre les Etats membres ou la réduction des droits perçus sur les marchandises échangées entre ces Etats. Elles ont pour objet de faciliter et de promouvoir les échanges entre pays de la Ligue arabe et de ne pas entraver le commerce avec les autres pays. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à la réponse à la question 260, page 109 du document L/7645/Add.1.

133. Le Royaume a aussi conclu des accords bilatéraux dans les domaines économique et technique avec un certain nombre de pays non arabes. Ces accords traitent généralement d'aspects spécialisés des relations économiques et ne prévoient pas de traitement préférentiel pour les importations ou les exportations.

2. Accords d'union douanière et de libre-échange

134. L'Arabie saoudite est membre de la zone de libre-échange du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCG). Ce Conseil, créé en 1981 par les dirigeants de l'Arabie saoudite, du Koweït, du Qatar, de Bahreïn, de l'Oman et des Emirats arabes unis, a pour objectif de coordonner les politiques de ces Etats dans tous les domaines, notamment ceux des affaires économiques et financières, du commerce et des régimes douaniers. En conséquence, les membres se sont longuement penchés sur les problèmes de rationalisation et d'unification des divers régimes douaniers, de développement de coentreprises et de coordination des politiques de commerce extérieur. Pour de plus amples

renseignements, prière de se reporter à la réponse à la question 256, page 108 du document L/7645/Add.1.

135. En 1983, le CCG a établi une zone de libre-échange. Les marchandises originaires des Etats membres y sont admises en franchise de droits à condition que, dans chaque cas, 40 pour cent au moins de la valeur ajoutée soient créés dans un Etat membre. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter aux réponses aux questions 257 et 258, page 108 du document L/7645/Add.1.

3. Accords d'intégration des marchés du travail

136. L'article 8 de l'Accord d'unification économique du CCG prévoit, entre autres objectifs d'intégration économique, l'intégration des différents marchés du travail. En conséquence, le gouvernement d'Arabie saoudite a édicté des règles et des règlements auxquels sont assujettis les ressortissants des pays non membres du CCG qui exercent des activités économiques, des professions ou des métiers dans le Royaume.

4. Coopération économique multilatérale, participation aux organisations économiques multilatérales

137. L'Arabie saoudite est membre de plusieurs organisations économiques multilatérales qui visent notamment à promouvoir les échanges entre les membres grâce à la coopération et à la réduction des obstacles au commerce. Ces institutions comprennent le Fonds monétaire arabe, le Fonds arabe pour le développement économique et social, la Banque islamique de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) et le Fonds monétaire international.

Annexe 1

STATISTIQUES ET PUBLICATIONS

1. Statistiques du commerce extérieur, organismes compétents

1. Le Département central des statistiques du Ministère de la planification est chargé de compiler les statistiques du commerce extérieur et celles du commerce des services. Il reçoit ses données du Département des douanes et d'autres sources.

2. Publications en rapport avec les statistiques

2. Le Département central des statistiques du Ministère de la planification produit deux publications annuelles donnant les statistiques du commerce extérieur. La première, intitulée Statistiques du commerce extérieur, contient les statistiques des importations et exportations saoudiennes par produit et par pays. La seconde, intitulée Annuaire statistique, contient des données sur le commerce et sur un certain nombre d'autres sujets tels que les finances, l'agriculture, le pétrole, les prix et les établissements privés. Des exemplaires de ces publications peuvent être obtenus à un prix symbolique auprès du Directeur général du Département central des statistiques, B.P. 3735, Riyad.

3. L'Agence monétaire saoudienne édite également deux publications annuelles contenant des statistiques. Il s'agit du Rapport annuel de l'Agence monétaire saoudienne et du Résumé statistique. Ces deux publications passent en revue les principaux faits nouveaux qui ont marqué l'économie saoudienne au cours de l'exercice considéré.

4. Données statistiques (voir les tableaux ci-joints)

i) Principaux indicateurs économiques

1. Produit intérieur brut
2. Budget de l'Etat
3. Indice du coût de la vie
4. Balance des opérations courantes
5. Taux de change

ii) Statistiques du commerce extérieur

1. Balance du commerce des marchandises
2. Principales catégories de produits d'exportation
3. Principales catégories de produits d'importation
4. Niveau moyen des droits
5. Principaux fournisseurs

Tableau a) 1

| PRODUIT INTERIEUR BRUT | | | | |
|------------------------|---|--------------------|---|--------------------|
| Année | Prix courants | | Prix constants (1970) | |
| | Montant (en millions de riyals saoudiens) | Taux de croissance | Montant (en millions de riyals saoudiens) | Taux de croissance |
| 1982 | 454 876 | -18,6% | 51 818 | -9,2% |
| 1983 | 370 205 | -18,6% | 48 175 | -7,0% |
| 1984 | 347 425 | -6,2% | 46 842 | -2,8% |
| 1985 | 310 031 | -10,8% | 44 936 | -4,1% |
| 1986 | 267 846 | -13,6% | 47 511 | 5,7% |
| 1987 | 272 000 | 1,6% | 46 829 | -1,4% |
| 1988 | 276 906 | 1,8% | 49 922 | 6,6% |
| 1989 | 304 080 | 9,8% | 50 167 | 0,5% |
| 1990 | 384 993 | 26,6% | 54 854 | 9,3% |
| 1991 | 435 037 | 13,0% | 60 284 | 9,9% |
| 1992 | 452 298 | 4,0% | 61 917 | 2,7% |
| 1993 | 434 565 | -3,9% | 61 511 | -0,7% |
| 1994 | 440 871 | 1,5% | 61 483 | 0,0% |

Note: Le PIB ne comprend pas les droits d'importation.

Tableau a) 2

| BUDGET DE L'ETAT (en milliards de riyals saoudiens) | | |
|--|----------|----------|
| Année | Recettes | Dépenses |
| 1987 | 103,80 | 173,50 |
| 1988 | 84,60 | 134,90 |
| 1989 | 114,60 | 149,50 |
| 1990-91 | 316,60 | 476,80 |
| 1992 | 151,00 | 181,00 |
| 1993 | 169,15 | 196,95 |
| 1994 | 160,00 | 160,00 |
| 1995 | 135,00 | 150,00 |
| 1996 | 131,50 | 150,00 |

Note: 1987-1991: chiffres réels.
1992-1996: chiffres inscrits au budget.

Tableau a) 3

| INDICE DU COUT DE LA VIE | | |
|--------------------------|--------|----------------|
| Année | Indice | Variation en % |
| 1982 | 108,8 | 1,0 |
| 1983 | 109,0 | 0,2 |
| 1984 | 107,3 | -1,6 |
| 1985 | 104,0 | -3,1 |
| 1986 | 100,7 | -3,2 |
| 1987 | 99,1 | -1,6 |
| 1988 | 100,0 | 0,9 |
| 1989 | 101,0 | 1,0 |
| 1990 | 103,1 | 2,1 |
| 1991 | 107,8 | 4,6 |
| 1992 | 107,4 | -0,4 |
| 1993 | 108,3 | 0,8 |
| 1994 | 109,0 | 0,6 |

Tableau a) 4

| BALANCE DES OPERATIONS COURANTES (en millions de riyals saoudiens) | | | |
|---|---------------------|-------------------------|----------------------------------|
| Année | Balance commerciale | Balance non commerciale | Balance des opérations courantes |
| 1981 | 277 174 | (138 051) | 139 123 |
| 1982 | 135 175 | (109 220) | 25 955 |
| 1983 | 42 983 | (101 199) | (58 216) |
| 1984 | 31 248 | (96 093) | (64 845) |
| 1985 | 25 462 | (72 317) | (46 855) |
| 1986 | 11 333 | (55 013) | (43 680) |
| 1987 | 18 184 | (54 788) | (36 604) |
| 1988 | 16 895 | (44 387) | (27 492) |
| 1989 | 33 953 | (69 729) | (35 776) |
| 1990 | 85 096 | (100 651) | (15 555) |
| 1991 | 81 257 | (184 411) | (103 154) |
| 1992 | 74 556 | (140 993) | (66 437) |
| 1993 | 61 875 | (116 609) | (54 734) |
| 1994 | 79 720 | (113 680) | (33 960) |

Tableau a) 5

| TAUX DE CHANGE | | |
|----------------|------------------|---------------|
| Année | Dollar (moyenne) | DTS (moyenne) |
| 1981 | 3,383 | 3,975 |
| 1982 | 3,427 | 3,789 |
| 1983 | 3,455 | 3,659 |
| 1984 | 3,524 | 3,504 |
| 1985 | 3,623 | 4,004 |
| 1986 | 3,704 | 4,581 |
| 1987 | 3,745 | 5,313 |
| 1988 | 3,745 | 5,040 |
| 1989 | 3,745 | 4,922 |
| 1990 | 3,745 | 5,328 |
| 1991 | 3,745 | 5,357 |
| 1992 | 3,745 | 5,149 |
| 1993 | 3,745 | 5,144 |
| 1994 | 3,745 | 5,467 |
| 1995 | 3,745 | 5,567 |

Tableau b) 1

| BALANCE DU COMMERCE DES MARCHANDISES (en millions de riyals saoudiens) | | | |
|---|--------------|----------------------|---------|
| Année | Exportations | Importations, f.a.b. | Solde |
| 1981 | 378 274 | 101 100 | 277 174 |
| 1982 | 253 256 | 118 081 | 135 175 |
| 1983 | 157 743 | 114 760 | 42 983 |
| 1984 | 131 873 | 100 625 | 31 248 |
| 1985 | 99 224 | 73 762 | 25 462 |
| 1986 | 74 529 | 63 196 | 11 133 |
| 1987 | 86 650 | 68 466 | 18 184 |
| 1988 | 91 060 | 74 165 | 16 895 |
| 1989 | 105 970 | 72 017 | 33 953 |
| 1990 | 165 705 | 80 609 | 85 096 |
| 1991 | 178 520 | 97 263 | 81 257 |
| 1992 | 187 834 | 113 278 | 74 556 |
| 1993 | 158 770 | 96 895 | 61 875 |
| 1994 | 159 590 | 79 870 | 79 720 |

Tableau b) 2

| PRINCIPALES CATEGORIES DE PRODUITS D'EXPORTATION (en millions de riyals saoudiens) | | | | | | |
|---|---------|-------|---------|-------|---------|-------|
| Catégorie | 1992 | | 1993 | | 1994 | |
| | Valeur | Part | Valeur | Part | Valeur | Part |
| Produits minéraux | 174 219 | 92,7% | 145 054 | 91,4% | 143 174 | 89,7% |
| Produits chimiques | 5 795 | 3,1% | 5 873 | 3,7% | 7 916 | 5,0% |
| Matières plastiques et caoutchouc | 2 781 | 1,5% | 2 578 | 1,6% | 3 395 | 2,1% |
| Métaux communs | 1 031 | 0,5% | 992 | 0,6% | 1 080 | 0,7% |
| Produits agricoles | 931 | 0,5% | 1 765 | 1,1% | 1 541 | 1,0% |
| Autres | 3 153 | 1,7% | 2 508 | 1,6% | 2 484 | 1,5% |
| TOTAL | 187 834 | 100% | 158 770 | 100% | 159 590 | 100% |

Tableau b) 3

| PRINCIPALES CATEGORIES DE PRODUITS D'IMPORTATION (en millions de riyals saoudiens, valeur c.a.f.) | | | | | | |
|--|---------|-------|---------|-------|--------|-------|
| Catégorie | 1992 | | 1993 | | 1994 | |
| | Valeur | Part | Valeur | Part | Valeur | Part |
| Animaux et produits du règne animal | 3 771 | 3,0% | 3 720 | 3,5% | 3 334 | 3,8% |
| Végétaux et produits du règne végétal | 6 484 | 5,2% | 5 511 | 5,2% | 5 441 | 6,2% |
| Graisses et huiles | 551 | 0,4% | 400 | 0,4% | 462 | 0,5% |
| Préparations alimentaires, tabac | 2 420 | 1,9% | 1 819 | 1,7% | 2 079 | 2,4% |
| Produits minéraux | 916 | 0,7% | 1 781 | 1,7% | 1 313 | 1,5% |
| Produits chimiques | 8 398 | 6,7% | 7 605 | 7,2% | 6 242 | 7,1% |
| Matières plastiques et caoutchouc | 3 971 | 3,2% | 3 989 | 3,8% | 3 456 | 4,0% |
| Ouvrages en cuir | 438 | 0,4% | 418 | 0,4% | 334 | 0,4% |
| Ouvrages en bois | 2 040 | 1,6% | 2 007 | 1,9% | 1 616 | 1,9% |
| Ouvrages en papier | 1 940 | 1,6% | 2 086 | 2,0% | 2 018 | 2,3% |
| Textiles et produits textiles | 9 842 | 7,9% | 8 272 | 7,8% | 6 404 | 7,3% |
| Accessoires du vêtement | 1 048 | 0,8% | 996 | 0,9% | 822 | 0,9% |
| Ouvrages en pierre et en verre | 2 314 | 1,9% | 2 053 | 1,9% | 1 697 | 1,9% |
| Métaux précieux, articles de bijouterie | 5 911 | 4,7% | 3 251 | 3,1% | 2 954 | 3,4% |
| Métaux communs | 11 182 | 9,0% | 10 650 | 10,1% | 8 108 | 9,3% |
| Machines et appareils électriques | 26 322 | 21,1% | 22 469 | 21,3% | 18 139 | 20,8% |
| Matériel de transport | 29 911 | 24,0% | 21 964 | 20,8% | 18 058 | 20,7% |
| Instruments divers | 3 435 | 2,8% | 3 339 | 3,2% | 2 575 | 3,0% |
| Armes et munitions | 454 | 0,4% | 507 | 0,5% | 90 | 0,1% |
| Produits manufacturés divers | 2 924 | 2,4% | 2 456 | 2,3% | 1 947 | 2,2% |
| Objets d'art non compris ailleurs | 333 | 0,3% | 324 | 0,3% | 332 | 0,4% |
| TOTAL | 124 606 | 100% | 105 616 | 100% | 87 422 | 100% |

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas nécessairement aux totaux indiqués.

Tableau b) 4

| NIVEAU MOYEN DES DROITS | | | |
|-------------------------|--|---------------------------------|----------------------------|
| Année | Produits des droits de douane (en millions de riyals saoudiens) | Importations (valeur c.a.f.) | Niveau moyen des droits |
| 1985 | 3 910 | 85 564 | 4,6% |
| 1986 | 3 245 | 70 780 | 4,6% |
| 1987 | 3 453 | 75 313 | 4,6% |
| 1988 | 7 757 | 81 607 | 9,5% |
| 1989 | 6 843 | 79 278 | 8,6% |
| 1990 | 6 809 | 90 282 | 7,5% |
| 1991 | 8 561 | 109 387 | 7,8% |
| 1992 | 9 937 | 124 606 | 8,0% |
| 1993 | 9 390 | 105 616 | 8,9% |
| 1994 | 8 289 | 87 422 | 9,5% |

Tableau b) 5

| PRINCIPAUX FOURNISSEURS, 1994 (Valeur en millions de riyals saoudiens) | | |
|---|--------|-------|
| Pays/région | Valeur | Part |
| Communauté européenne | 28 220 | 32,3% |
| Royaume Uni | 7 400 | 8,5% |
| Allemagne | 7 246 | 8,3% |
| Italie | 4 116 | 4,7% |
| France | 3 806 | 4,4% |
| Belgique | 1 678 | 1,9% |
| Pays-Bas | 1 521 | 1,7% |
| Espagne | 1 323 | 1,5% |
| Etats-Unis | 18 697 | 21,4% |
| Japon | 10 270 | 11,7% |
| Suisse | 3 634 | 4,2% |
| Corée du Sud | 2 477 | 2,8% |
| Chine | 1 886 | 2,2% |
| Turquie | 1 726 | 2,0% |
| Inde | 1 578 | 1,8% |
| Taiwan | 1 402 | 1,6% |
| Suède | 1 273 | 1,5% |
| Autres | 16 259 | 18,6% |
| TOTAL | 87 422 | 100% |

Annexe 2

LOIS ET INSTRUMENTS JURIDIQUES

Lois et instruments juridiques réglementant l'activité des autorités douanières; organismes compétents

1. Les instruments suivants réglementent l'activité des autorités douanières:
 - a) La Loi douanière;
 - b) Le tarif douanier.
2. L'organisme chargé de l'application de ces instruments est le Département des douanes relevant du Ministère des finances et de l'économie nationale.
3. Le Conseil des Ministres est officiellement chargé de toute modification des taux de droits, y compris de l'adoption de taux visant à protéger les produits nationaux sur recommandation d'un comité composé de représentants du Ministère des finances, du Ministère de l'industrie et de l'électricité et du Ministère du commerce. Le Ministre des finances et de l'économie nationale est habilité à prendre des décisions concernant l'application du tarif douanier.

Lois et instruments juridiques concernant la réglementation non tarifaire des importations, des exportations et du commerce de transit et les règles d'origine; organismes compétents

4. L'instrument ci-après concerne la réglementation non tarifaire des importations, des exportations et du commerce de transit et les règles d'origine:
 - a) La Loi douanière.
5. L'organisme chargé de l'application de cette loi est le Département des douanes du Ministère des finances et de l'économie nationale.

Lois et réglementations relatives à l'investissement étranger; organismes compétents

6. L'instrument ci-après concerne l'investissement étranger:
 - a) Code de l'investissement étranger.
7. L'organisme chargé de l'application de ce code est le Ministère de l'industrie et de l'électricité.

Autres lois et instruments juridiques traitant de questions économiques qui affectent le commerce; organismes compétents

8. Les lois et textes juridiques ci-après concernent les questions économiques qui affectent le commerce:
 - a) Loi sur la protection et la promotion de l'industrie nationale;
 - b) Loi sur les marques de fabrique ou de commerce;
 - c) Loi sur les brevets d'invention;
 - d) Loi sur le droit d'auteur;
 - e) Règlement relatif aux agences commerciales.

9. Les organismes chargés de l'application de ces textes sont le Ministère de l'industrie et de l'électricité et le Ministère du commerce.

Commerce des services

i) Lois et réglementations existantes

10. La participation étrangère aux divers secteurs de services est régie par la Réglementation sur l'investissement étranger. Les règles applicables au séjour temporaire des étrangers en Arabie Saoudite sont prescrites par la Loi sur la résidence temporaire. Par ailleurs, le Règlement sur le travail et les travailleurs fixe les conditions d'emploi des étrangers. Il existe en outre des lois et réglementations propres à chaque secteur, à savoir:

SERVICES BANCAIRES: Loi sur le contrôle des opérations bancaires;

SERVICES MARITIMES: Arrêté n° 53 du 24.3.1403 de l'hégire;

SERVICES DE SANTE: Arrêté ministériel n° 4104/20M de l'an 1408 concernant les règlements d'application de la Loi sur les établissements médicaux privés;

SERVICES D'EDUCATION: Réglementation portant application de la Réglementation sur les instituts techniques et les centres professionnels nationaux;

SERVICES RELATIFS AU TOURISME: Arrêté ministériel n° 1/1/4/8/10 du 29.6.1400 concernant la réglementation des agences de tourisme et de voyage et des compagnies de transport aérien;

SERVICES D'INGENIERIE: Arrêté ministériel n° 264 du 16.9.1402 concernant les règles régissant la pratique de la profession d'ingénieur-conseil;

SERVICES COMPTABLES: Loi sur les comptables agréés et règlements d'application de la Loi sur les comptables;

SERVICES JURIDIQUES: Arrêté ministériel n° 1190 de l'an 1402 régissant la pratique de la profession de conseiller juridique; et

SERVICES PHARMACEUTIQUES: Loi sur la pratique de la profession de pharmacien et le commerce des médicaments et préparations médicales.

ii) Publications ou sources d'information

11. Des renseignements sur les mesures d'application générale qui concernent le commerce des services peuvent être obtenus auprès d'un bon nombre de sources publiques. Le journal Um al-Qura est la publication officielle pour la notification des lois, des réglementations et des décrets. On peut aussi en obtenir auprès du Ministère chargé du secteur des services en question, du personnel des ambassades et des consulats d'Arabie saoudite à l'étranger, de la Chambre de commerce saoudienne ou d'un certain nombre de sources privées.

iii) Point d'information

12. Le point d'information prévu à l'article III de l'Accord général sur le commerce des services est le Ministère du commerce.

Annexe 3

RENSEIGNEMENTS SUR LES PROCEDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

1. Le régime de licences applicable aux produits mentionnés ci-après est le suivant:
 - I. Boutures/jeunes plants et semences (chapitre 6):
 1. L'importation de ces produits, de quelque pays que ce soit, est subordonnée à l'obtention préalable d'une licence auprès du Ministère de l'agriculture et des eaux.
 2. Pour obtenir une licence, l'importateur doit spécifier la quantité, le type et l'origine du produit.
 3. La raison d'être de cette procédure est la suivante:
 - I. Permettre au Ministère de veiller directement à la qualité des produits et empêcher l'entrée de produits dégradés.
 - II. S'agissant des semences, la quantité importée doit être proportionnée à la quantité nécessaire à la culture.
 - III. Protéger les producteurs nationaux de semences.
 4. Le fondement juridique du régime de licences est le suivant:
 - A. Décret royal;
 - B. Décret du Conseil des Ministres;
 - C. Décret ministériel.
 5. L'obtention d'une licence d'importation constitue un acte juridique. Une licence ne peut être délivrée que conformément à la loi. En outre, il n'est pas possible d'importer sans licence.
 6. En Arabie saoudite, les règles et réglementations sont rendues publiques de la manière suivante:
 - I. Publication au journal officiel.
 - II. Annonce dans les médias, c'est-à-dire la presse écrite et parlée.
 - III. Distribution dans les ambassades et consulats saoudiens à l'étranger, dans les chambres de commerce saoudiennes et dans les services d'Etat concernés.
 - IV. Distribution à toute autre organisation éventuellement concernée: par exemple, la Chambre de commerce d'Arabie saoudite.
 7. Le délai d'obtention d'une licence est très court. L'importation peut être effectuée immédiatement après. Il n'y a aucune restriction de change. La validité d'une licence peut correspondre à la durée d'une saison ou à une période de six mois à un an. Toute licence non utilisée peut être renouvelée.
 8. Toute personne, société ou entreprise peut obtenir une licence d'importation. Il n'existe aucun système d'enregistrement des importateurs ni liste d'importateurs autorisés.
 9. Les renseignements requis d'un importateur sont les données personnelles habituelles: nom, adresse, etc. Il n'existe aucun formulaire particulier à cette fin. Une carte d'identification personnelle ou un certificat d'enregistrement commercial suffit.
 10. Au moment de l'importation des marchandises, la licence et les autres documents doivent être présentés au service des douanes.

11. Il n'y a aucun droit à payer ni dépôt à constituer pour la délivrance d'une licence d'importation.
12. La non-utilisation d'une licence n'est passible d'aucune sanction. Une licence ne peut être utilisée que par son titulaire.
13. Il n'y a aucune prescription ou formalité autres que celles qui sont mentionnées ici.
14. Fondement juridique: Décrets du Conseil des Ministres n° 77 daté du 28.1.1395 de l'hégire, et n° 50 daté du 17.3.1410.

II. Médicaments et préparations médicinales et alcooliques (chapitre 30):

1. Une licence d'importation délivrée par le du Ministère de la santé est requise.
2. Fondement juridique: Décret royal n° M/18 du 18.3.1398 de l'hégire.

III. Préparations alcooliques destinées à des fins non médicales (2207 et 2208):

1. Une licence d'importation délivrée par le Ministère de l'industrie est requise.
2. Fondement juridique: Décret royal n° M/18 du 18.3.1398 de l'hégire.

IV. Produits chimiques radioactifs (chapitres 28 et 29):

1. Une licence d'importation délivrée par le Ministère de l'intérieur est requise.
2. Fondement juridique: Lettre du Ministre de l'intérieur n° 26/S/3098 du 10.12.1395 de l'hégire.

V. Explosifs (chapitre 36):

1. Une licence d'importation délivrée par le Ministre de l'intérieur est requise.
2. Fondement juridique: Lettre du Ministre de l'intérieur n° 26/S/3098 du 10.12.1395 de l'hégire.

VI. Pétrole et asphaltes naturels (2714 et 2713 20):

1. Une licence d'importation délivrée par la Société générale des pétroles et des minéraux est requise.
2. Fondement juridique: Lettre de la Société générale des pétroles et des minéraux n° 6611/404/410 du 11.10.1404 de l'hégire.

VII. Pesticides agricoles (3808):

1. Une licence d'importation délivrée par le Ministère de l'agriculture et des ressources en eau est requise.
2. Fondement juridique: Décret du Conseil des Ministres n° 19 du 10.1.1396 de l'hégire.

VIII. Matériel et machines agricoles (8432 et 8433):

1. Une licence d'importation délivrée par le Ministère de l'agriculture est requise.
2. Fondement juridique: Décret du Conseil des Ministres n° 77 du 28.1.1395 de l'hégire.

IX. Appareils de distillation (8419):

1. Une licence d'importation délivrée par le ministère compétent (Industrie, Commerce ou Santé) est requise.
2. Fondement juridique: Décret royal n° 9588/3/M du 25.5.1390 de l'hégire.

X. Appareils de radiocommunication (8525):

1. Une licence d'importation délivrée par le Ministère de l'intérieur est requise.
2. Fondement juridique: Décrets du Conseil des Ministres portant le n° 673 daté du 15.6.1390 de l'hégire, et 730 daté du 20.7.1392 de l'hégire.

XI. Appareils informatisés de détection des faux billets de banque (dollars) (9022):

1. Une licence d'importation délivrée par la Direction générale de la sécurité publique est requise.
2. Fondement juridique: Lettre du Ministère des finances n° 3030/404 datée du 19.6.1404 de l'hégire.

XII. Armes et munitions en tout genre (chapitre 93):

1. Une licence d'importation délivrée par le Ministère de l'intérieur est requise.
2. Fondement juridique: Décret du Ministre de l'intérieur n° 45/S/3382 du 1.8.1407 de l'hégire, fondé sur l'article 37 de la Loi sur les armes et les munitions.

XIII. Objets d'antiquité (9706):

1. Une licence d'importation délivrée par le Ministère de l'éducation est requise.
2. Fondement juridique: Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. L'Arabie saoudite est partie à cette convention.

IX. Chevaux vivants (0101):

1. Une licence d'importation délivrée par le Club de chevalerie est requise.
2. Fondement juridique: Télégramme du Premier Ministre adjoint n° 14354 du 9.11.1399 de l'hégire.

Annexe 4

RENSEIGNEMENTS SUR LA MISE EN OEUVRE ET L'ADMINISTRATION
DU CODE DE L'EVALUATION EN DOUANE

1. Questions concernant l'article premier

a) Ventes entre personnes liées

Les ventes entre personnes liées ne sont visées par aucune disposition spéciale. Toute minoration perçue de la valeur déclarée est traitée de la même façon que dans le cas de ventes entre personnes non liées.

b) Prix de marchandises perdues ou endommagées

S'agissant de marchandises endommagées, l'article 147 du Règlement douanier de l'Arabie saoudite prévoit que les fonctionnaires compétents des douanes et de l'administration portuaire doivent examiner l'envoi et en estimer la baisse de valeur compte tenu de son état. Les marchandises perdues sont exemptées de droits de douane.

2. Mise en oeuvre de l'article 4 du Code de l'évaluation en douane

Sans objet puisque la Loi saoudienne sur l'évaluation en douane ne contient aucune disposition qui corresponde aux articles 4, 5 et 6 du Code de l'évaluation en douane.

3. Mise en oeuvre de l'article 5.2 du Code de l'évaluation en douane

Sans objet puisque la Loi saoudienne sur l'évaluation en douane ne contient aucune disposition qui corresponde à l'article 5.2 du Code de l'évaluation en douane.

4. Mise en oeuvre de l'article 6.2 du Code de l'évaluation en douane

Sans objet puisque la Loi saoudienne sur l'évaluation en douane ne contient aucune disposition qui corresponde à l'article 6.2 du Code de l'évaluation en douane.

5. Questions concernant l'article 7

Sans objet puisque la Loi saoudienne sur l'évaluation en douane ne contient aucune disposition qui corresponde à l'article 7 du Code de l'évaluation en douane.

6. Inclusion ou exclusion d'éléments prévus à l'article 8.2

Aux termes du Règlement douanier saoudien, la valeur en douane comprend les frais de transport international et le coût de l'assurance.

7. Publication du taux de change

Le taux de change utilisé pour les fins visées à l'article 9 du Code de l'évaluation en douane est publié par l'Agence monétaire saoudienne (SAMA).

8. Confidentialité

Aux termes du Règlement sur la fonction publique saoudienne, les renseignements qui sont de nature confidentielle ou qui sont fournis à titre confidentiel aux fins de l'évaluation en douane ne peuvent être divulgués sans l'autorisation expresse de la personne ou du gouvernement qui les a fournis, sauf dans la mesure où les autorités douanières pourraient être tenues de le faire dans le cadre de procédures judiciaires.

9. Questions concernant l'article 11

Si l'importateur conteste l'évaluation de marchandises importées effectuée par un fonctionnaire des douanes, il peut demander au Département des douanes de rendre une nouvelle décision. Celui-ci soumettra alors l'affaire, pour règlement, à une commission spéciale interne composée d'un expert en évaluation, d'un expert en questions tarifaires et d'un conseil juridique. Si l'importateur n'est toujours pas satisfait de la décision, il peut porter sa cause en appel auprès du Comité d'examen des réclamations, qui étudiera la requête conformément à ses propres règles et procédures.

Les importateurs sont informés de leurs droits d'appel.

10. Renseignements sur la publication prescrite par l'article 12

a) Lois, règlements, décisions judiciaires et décisions administratives

Les lois et réglementations actuelles sur l'application et la mise en oeuvre du système d'évaluation des produits à des fins douanières peuvent être obtenues auprès de diverses sources publiques, notamment le Département des douanes au Ministère des finances et de l'économie nationale, et de sources privées. Le journal Um al-Qura est la publication officielle pour la notification des lois, des réglementations et des décrets.

Pour ce qui est des décisions judiciaires et des décisions administratives, l'Arabie saoudite se prépare à se conformer aux dispositions de l'article 12 dès qu'elle mettra en oeuvre les dispositions du Code de l'évaluation en douane.

b) Publications des règles futures

Comme il est mentionné ci-dessus, l'Arabie saoudite se prépare à rendre son régime douanier conforme aux dispositions du Code de l'évaluation en douane issu du Cycle d'Uruguay. Toute règle ou réglementation additionnelle qui résulterait de ces préparatifs sera publiée dans l'Um al-Qura.

11. Questions concernant l'article 13

L'Arabie saoudite se prépare actuellement à se conformer aux dispositions de l'article 13 dès qu'elle mettra en oeuvre celles du Code de l'évaluation en douane.

12. Questions concernant l'article 16

La législation nationale ne contient aucune disposition obligeant les autorités douanières à fournir une explication écrite de la manière dont la valeur en douane des marchandises est déterminée mais, en pratique, une telle explication est donnée sur demande écrite.

13. Notes interprétatives

Sans objet puisque l'Arabie saoudite n'est pas signataire du Code de l'évaluation en douane et, de ce fait, n'en applique pas les dispositions.

14. Décision du 26 avril 1984

Sans objet puisque l'Arabie saoudite n'est pas signataire du Code de l'évaluation en douane.

15. Paragraphe 2 de la Décision du 24 septembre 1984

Sans objet puisque l'Arabie saoudite n'est pas signataire du Code de l'évaluation en douane.

Annexe 5

RENSEIGNEMENTS SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES
AU COMMERCE

Lois, règlements et directives administratives se rapportant aux obstacles techniques au commerce

1. L'Organisation saoudienne de normalisation (SASO), existe et exerce ses pouvoirs réglementaires en vertu du Décret royal M/10 du 3.3.1392 de l'hégire et de la Résolution du Conseil des Ministres n° 172 du 25.2.1392 de l'hégire. S'agissant des importations, le Règlement d'application de la Loi douanière confère à la Direction générale des douanes le pouvoir d'examiner les importations et de soumettre à restriction l'importation des marchandises qui ne répondent pas aux normes saoudiennes. Des informations sur les normes saoudiennes peuvent être obtenues auprès de la SASO.

Informations:

Titres des publications

2. Les réglementations gouvernementales régissant les procédures de normalisation et de certification sont publiées dans l'Um Al-Qura, le journal officiel de l'Etat. En outre, la SASO publie de temps à autre des mises à jour de sa liste de normes et de ses procédures de certification de normes.

Nom et adresse du point d'information

3. Le nom et l'adresse du point d'information visé aux articles 10.1 et 10.3 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce sont les suivants: Organisation saoudienne de normalisation, B.P. 3437, Riyad 11471.

Nom et adresse de l'organisme chargé des consultations

4. Le nom et l'adresse de l'organisme chargé des consultations prévues à l'article 14 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce est le Ministère du commerce, B.P. 3437, Riyad 11471.

Mesures et arrangements concernant les nouveaux règlements techniques

5. Normalement, la SASO communique ses projets de normes à tous les organismes nationaux de normalisation qui souhaitent les recevoir. Les destinataires ont trois mois pour présenter leurs observations. Cette démarche est généralement renouvelée jusqu'à ce que la SASO décide de publier les normes sous leur forme définitive.

Annexe 6

RENSEIGNEMENTS SUR LE COMMERCE D'ETAT

I. ENTREPRISES COMMERCIALES D'ETAT

1. La Compagnie pétrolière saoudienne (Saudi Aramco), qui appartient en totalité à l'Etat, occupe dans le Royaume une position dominante en ce qui concerne les exportations et les importations de marchandises et de services liés à l'industrie pétrolière, tant en amont qu'en aval. A l'exception de deux petits sites de production se trouvant dans la zone partagée entre la Compagnie pétrolière arabo-japonaise et Texaco, la Saudi Aramco détient le monopole de la production et de la commercialisation du pétrole brut en Arabie saoudite. En outre, elle est l'unique propriétaire et exploitant de quatre raffineries et copartenaire dans trois autres. En ce qui a trait aux exportations, la Saudi Aramco a le pouvoir de commercialiser les produits émanant de ses installations. Pour ce qui est des importations, elle importe des marchandises et des services divers dont elle a besoin pour ses opérations. Un certain nombre d'entrepreneurs qui travaillent avec elle sous contrat et sous son contrôle en importent aussi pour les besoins de leurs opérations.

2. L'Organisation des silos à céréales et des minoteries (GSFMO) est seule habilitée à importer des céréales, de la farine et des aliments pour animaux.

II. RAISON D'ETRE ET ROLE DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ETAT

3. La Saudi Aramco occupe une position particulière dans le Royaume en raison de la nature stratégique du secteur du pétrole brut et des produits pétroliers. Quant à la GSFMO, elle a pour rôle d'encourager la production nationale de céréales en offrant une capacité de stockage dans des silos et un prix uniforme garanti aux producteurs. Pour éviter tout abus du prix garanti, les importations sont contrôlées.

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ETAT

4. La Saudi Aramco exporte et importe du pétrole. Les quantités exportées dépendent de l'écart prévu entre la production intérieure et la demande intérieure. Le prix que la Saudi Aramco demande pour le brut est fixé selon une formule qui tient compte de l'état du marché et du cours du disponible sur chaque marché régional. Les prix font l'objet de contrats tantôt à long terme tantôt à court terme. Ceux des produits raffinés exportés sont également liés au cours du disponible sur les marchés régionaux de destination.

5. La GSFMO importe des céréales, de la farine et des aliments pour animaux. Les décisions d'importer sont prises en fonction de l'offre intérieure et de la demande. Etant donné qu'elle achète la plus grande partie du blé de production nationale, il lui faut exporter l'excédent par rapport à la demande intérieure prévue, mais elle dispose d'une certaine latitude pour tenir compte des variations du niveau des stocks. En outre, le Royaume fait don d'une grande quantité de blé aux pays pauvres. Le blé et l'orge de production nationale sont achetés à des prix fixes qui peuvent varier d'année en année selon les fluctuations du prix d'achat par l'Etat et le prix du blé sur les marchés internationaux.

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

6. Les statistiques les plus récentes concernant les exportations de pétrole et de blé sont les suivantes.

| EXPORTATIONS DE PETROLE | | |
|-------------------------|---------------------|--------------------|
| Année | Valeur | Volume |
| 1991 | 163 milliards de RS | 358 millions de tm |
| 1992 | 174 milliards de RS | 373 millions de tm |
| 1993 | 144 milliards de RS | 359 millions de tm |

| EXPORTATIONS DE BLE | | |
|---------------------|---------------------|----------------------|
| Année | Valeur | Volume |
| 1992 | 528 milliards de RS | 1 181 millions de tm |
| 1993 | 674 milliards de RS | 1 569 millions de tm |
| 1994 | 451 milliards de RS | 980 millions de tm |

7. La production de blé a atteint un total de 4 millions de tonnes en 1991, 4,2 millions de tonnes en 1992 et 3,4 millions de tonnes en 1993.

8. La Saudi Aramco est chargée d'exporter plus de 95 pour cent, en valeur et en volume, de la production de pétrole brut. De 1986 à 1991, elle a exporté environ 50 pour cent des produits raffinés, le reste étant exporté par ses partenaires dans des coentreprises.

Annexe 7

ACCORDS DE COMMERCE ET DE COOPERATION TECHNIQUE OU ECONOMIQUE

| Pays | Date de l'accord | Durée initiale | Renouvellement |
|---------------------|------------------|----------------|--------------------|
| Algérie | Novembre 1986 | Trois ans | Tous les trois ans |
| Allemagne | Janvier 1977 | Cinq ans | Annuel |
| Argentine | Août 1981 | Trois ans | Annuel |
| Australie | Mars 1980 | Trois ans | Annuel |
| Autriche | Mars 1988 | Trois ans | Annuel |
| Bangladesh | Décembre 1978 | Trois ans | Annuel |
| Belgique-Luxembourg | Mai 1978 | Trois ans | Sur demande |
| Brésil | Août 1981 | Trois ans | Sur demande |
| Canada | Octobre 1987 | Trois ans | Annuel |
| Espagne | Avril 1984 | Indéterminée | Sur demande |
| Etats-Unis | Février 1975 | Cinq ans | Annuel |
| Finlande | Mai 1976 | Cinq ans | Sur demande |
| France | Juillet 1975 | Long terme | Annuel |
| Grèce | Septembre 1986 | Trois ans | Annuel |
| Inde | Avril 1981 | Trois ans | Annuel |
| Indonésie | Mai 1981 | Trois ans | Tous les trois ans |
| Iraq | Janvier 1984 | Deux ans | Annuel |
| Irlande | Octobre 1983 | Trois ans | Annuel |
| Italie | Août 1974 | Indéterminée | Annuel |
| Japon | Mars 1975 | Cinq ans | Sur demande |
| Jordanie | Octobre 1962 | Deux ans | Annuel |
| Liban | Novembre 1971 | Un an | Annuel |
| Malaisie | Janvier 1975 | Cinq ans | Tous les cinq ans |
| Maroc | Septembre 1966 | Deux ans | Tous les deux ans |
| Pakistan | Novembre 1951 | Indéterminée | Annuel |
| Pays-Bas | Mai 1984 | Trois ans | Annuel |
| République de Corée | Juillet 1974 | Cinq ans | Annuel |
| Royaume-Uni | Janvier 1943 | Cinq ans | Annuel |
| Syrie | Avril 1972 | Un an | Annuel |
| Taipei chinois | Mai 1976 | Cinq ans | Sur demande |
| Tunisie | Janvier 1965 | Deux ans | Tous les deux ans |
| Turquie | Juin 1968 | Cinq ans | Annuel |
| Yémen du Sud | Mars 1968 | Trois ans | Tous les trois ans |